

**Pari clandestin : une liste
noire de bookmakers dans
le viseur des autorités**

**Commerce en ligne :
l'État serre la vis aux
vendeurs clandestins**

Le Journal du Dimanche



ÉDITORIAL

**L'heure des choix... et de
la solidarité réelle**

DIMANCHE 03 AU SAMEDI 09 MAI 2026 | N° 1520 | EDITION NUMERIQUE



Silver Bank : les investisseurs français déclarent la guerre, la FCC déploie l'offensive mondiale

● Prateek Gupta introuvable :
Interpol intensifie les recherches

CARGAISON DISPARUE EN MER

**Un Mauricien au cœur
d'une traque régionale sur
fond de Narcotrafic**



Dépénalisation du Cannabis

**Vers un tournant historique ?
Un rapport clé attendu
en juin**

Hippisme

**Xavion relance Foo Kune
dans la grande course**





JOIN our brand-new MALL EXPANSION!



**LIMITED SPACES
REMAINING**



**HIGH
CUSTOMER FLOW**



**UNITS AVAILABLE
IN DIFFERENT SIZES**

ACT FAST, SECURE YOUR SPOT TODAY!



460 5555



priyanka.jodun@apavougroup.com

ÉDITORIAL

L'heure des choix... et de la solidarité réelle

Dans un monde secoué par les tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, l'onde de choc ne s'arrête pas aux frontières. À Maurice, elle se traduit déjà par une pression accrue sur les prix, une incertitude économique persistante et un pouvoir d'achat qui s'effrite. Le Premier ministre Navin Ramgoolam ne s'y trompe pas : préparer un budget dans un tel contexte relève d'un exercice d'équilibriste.

La question mérite d'être posée sans détour : comment concilier rigueur économique et justice sociale quand les marges de manœuvre se réduisent ? Le chef du gouvernement l'a reconnu lui-même : « *Croyez-vous que c'est facile de faire un budget dans cette situation ?* » Une interrogation lourde de sens, qui traduit l'ampleur du défi.

Sur le terrain, la réalité est brutale. Les Mauriciens peinent à joindre les deux bouts. La flambée des prix des produits de base, combinée à des revenus stagnants, crée un sentiment d'asphyxie. Et ce malaise ne se limite pas aux ménages. Même dans les rangs politiques, les difficultés à défendre certaines orientations deviennent visibles. Le député Eshan Juman l'a laissé entendre sur les ondes de Radio One : si la situation perdure, les conséquences politiques pourraient être sévères pour l'alliance au pouvoir.

Dans ce climat, l'appel à la solidarité lancé par le vicaire général Georgy Kenny résonne comme un rappel à l'ordre moral. Mais au-delà des mots, c'est l'action qui est attendue. Une solidarité « *de tout bord* », certes, mais surtout une solidarité qui commence au sommet. Car dans les périodes de crise, l'exemplarité devient une exigence.

Faut-il alors se résoudre à une politique de « *serre-ceinture* » généralisée ? Peut-être. Mais encore faut-il que cet effort soit équitablement réparti. L'histoire économique regorge d'exemples où les ajustements ont pesé disproportionnellement sur les plus vulnérables. Maurice ne peut se permettre de répéter ces erreurs.

Des pistes existent pourtant. L'agriculture doit être repensée pour renforcer la sécurité alimentaire. La pêche et l'économie bleue offrent des leviers encore sous-exploités. L'innovation et la transformation industrielle peuvent également jouer un rôle clé dans la création de valeur locale. En somme, il ne s'agit pas seulement de gérer la crise, mais de préparer l'après.

Comme le disait John Maynard Keynes : « *La difficulté ne réside pas dans les idées nouvelles, mais dans le fait d'échapper aux anciennes.* » Maurice est aujourd'hui à ce carrefour. Car à l'opposé, des économistes comme Milton Friedman rappellent que l'excès de dépenses publiques peut alimenter l'inflation et aggraver les déséquilibres. Dans un contexte où les prix sont déjà sous tension, une relance mal calibrée pourrait se retourner contre ceux qu'elle cherche à protéger.

Le prochain budget ne sera pas qu'un document financier. Il sera un test de crédibilité, une boussole pour une nation en quête de stabilité. Entre contraintes globales et attentes locales, le gouvernement devra trancher, arbitrer, et surtout convaincre.

Mais une chose est certaine : sans une solidarité réelle, concrète et partagée, aucun ajustement budgétaire ne suffira à apaiser les tensions. L'heure n'est plus aux discours. Elle est aux décisions courageuses.

TRIBUNE

Madagascar-Maurice : entre terrain d'influence et équilibre stratégique

Dans l'océan Indien, les lignes bougent. Lentement, mais sûrement. Deux îles, deux trajectoires, deux rôles en train de se dessiner dans un échiquier mondial de plus en plus fragmenté : Madagascar et Maurice.

Madagascar s'impose progressivement comme un laboratoire géopolitique à ciel ouvert. Une zone où les puissances ne s'affrontent pas frontalement, mais avancent leurs pions avec méthode. La Chine y investit massivement dans les infrastructures, les ports, les mines et les réseaux. Elle construit, finance, structure. Sans bruit. Sans confrontation directe. De son côté, la Russie occupe un espace plus discret mais stratégique : sécurité, formation militaire, appui politique. Là où Pékin évite l'exposition, Moscou peut intervenir avec souplesse. Ce duo informel n'est pas une alliance, mais une complémentarité. Un modèle hybride se dessine : capital chinois, couverture sécuritaire russe. Pas forcément de bases militaires visibles, mais une présence adaptable, capable de stabiliser un régime ou de protéger des intérêts clés. En parallèle, l'Inde maintient une vigilance maritime constante, cherchant à préserver un équilibre régional. Quant à la France, à travers La Réunion et Mayotte, elle conserve une influence historique qui, toutefois, s'effrite progressivement.

Au-dessus de cet échiquier, les États-Unis et le Royaume-Uni continuent d'exercer une surveillance stratégique via Diego Garcia, pivot militaire dans l'archipel des Chagos. Une présence qui rappelle que l'océan Indien reste une zone d'intérêt vital pour les grandes puissances occidentales.

Dans ce contexte, Madagascar n'a pas besoin de s'aligner. Il lui suffit d'ouvrir des portes, de diversifier ses partenaires, de réduire certaines dépendances historiques. C'est précisément cette capacité à naviguer entre les blocs qui lui confère aujourd'hui une nouvelle centralité stratégique.

Maurice, en revanche, évolue dans un registre bien plus délicat. L'île ne peut se permettre ni rupture ni basculement. Son économie, son système financier et ses relations diplomatiques la lient étroitement aux circuits occidentaux. Elle ne peut ignorer Diego Garcia, ni les enjeux autour des Chagos. Elle ne peut pas non plus s'aligner ouvertement sur la Chine

sans risquer des répercussions économiques ou diplomatiques. Les récentes pressions exercées sur certains États africains concernant Taïwan illustrent d'ailleurs les limites réelles de l'autonomie stratégique pour les petits États.

Dans le même temps, le renforcement de la présence diplomatique américaine à Maurice montre clairement que l'île reste dans le radar stratégique occidental. C'est là que se joue l'essentiel. Contrairement à Madagascar, Maurice ne peut être un terrain d'expérimentation. Elle doit devenir un point d'équilibre.

La tentation serait de rester dans une neutralité passive. Une posture d'attente. Ce serait une erreur. La neutralité, aujourd'hui, ne s'improvise pas. Elle se construit. Elle s'affirme. Elle se crédibilise.

Dans un monde où les blocs se recomposent, où les BRICS cherchent à bâtir des alternatives financières encore embryonnaires, Maurice doit anticiper. Oui, la domination du dollar reste une réalité. Mais la diversification monétaire et financière est en marche. Lentement, mais irréversiblement.

Dans ce futur incertain, Madagascar pourrait devenir une plateforme opérationnelle flexible pour ces nouveaux systèmes. Maurice, elle, risque d'être contrainte par ses propres succès : intégration financière, régulation stricte, dépendance aux circuits traditionnels.

D'où l'urgence d'une stratégie claire. Maurice doit se positionner comme une plateforme neutre, crédible et indispensable. Ni anti-américaine, ni pro-chinoise. Ni alignée, ni isolée. Une place financière stable. Un hub diplomatique. Un point de convergence. En d'autres termes : une "Suisse maritime" de l'océan Indien.

Mais cette ambition exige de la cohérence. De la lisibilité. Et surtout, du courage politique. Car le risque est réel : à vouloir plaire à tout le monde sans stratégie claire, on finit par ne convaincre personne. Et dans un monde multipolaire, l'indécision coûte cher. Madagascar sera le terrain. Maurice doit devenir le système d'équilibre. L'histoire est en train de s'écrire. Reste à savoir de quel côté de l'échiquier nous choisirons d'exister.

DIMANCHE 03 AU 09 MAI 2026

Silver Bank : les investisseurs français déclarent la guerre, la FCC déploie l'offensive mondiale

● Prateek Gupta introuvable : Interpol intensifie les recherches

Après des mois d'attente, de silence institutionnel et d'incertitudes, les investisseurs notamment français, réunionnais et mauriciens haussent le ton. Désormais, place à l'action : plusieurs d'entre eux ont officiellement saisi la justice, déterminés à récupérer des fonds toujours bloqués et à faire éclater la vérité sur ce qui s'apparente à l'un des plus graves scandales financiers récents sous le gouvernement MSM.

Face à ce qu'ils qualifient de « déni de transparence », des investisseurs français ont décidé de porter l'affaire devant les tribunaux. Leur objectif est clair : contraindre les autorités et les parties impliquées à rendre des comptes. Ils exigent notamment la mise en place d'une enquête forensique indépendante, capable de retracer avec précision les flux financiers ayant transité par la Silver Bank.

Selon leurs représentants, il ne s'agit plus seulement de récupérer des fonds, mais aussi de comprendre comment une institution bancaire a pu dériver à ce point sans déclencher d'alerte efficace. « Nous voulons savoir où est passé l'argent. Ce que nous voyons aujourd'hui dépasse l'entendement : c'est un véritable braquage légal de plusieurs milliards. Comment un ancien gouvernement a-t-il pu cautionner, voire laisser prospérer une telle dérive ? Derrière cette opacité totale, ce sont des défaillances systémiques graves qui ont permis à certains de jouer avec l'épargne des déposants en toute impunité. »

« C'est un braquage légal de plusieurs milliards : comment a-t-on pu laisser faire ça ? »

Dans ce contexte de pression croissante, la Financial Crimes Commission (FCC) a décidé d'intensifier ses investigations. Selon nos informations, plusieurs volets sont actuellement examinés : octroi de prêts douteux, possibles détournements de fonds, complicités internes et manquements aux obliga-



tions réglementaires.

Les enquêteurs s'intéressent particulièrement aux Rs 7,7 milliards de prêts accordés à des entités liées à Prateek Gupta, ainsi qu'aux Rs 18 millions supplémentaires qui auraient bénéficié directement ou indirectement à ce dernier. Des soupçons de blanchiment d'argent et de transfert illicite de capitaux à l'étranger sont également à l'étude.

La FCC travaille en étroite collaboration avec des partenaires internationaux, dans un dossier désormais à dimension transnationale. Des juridictions comme les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni ou encore les Seychelles pourraient être sollicitées pour retracer les flux financiers et identifier d'éventuels avoirs dissimulés.

Au cœur du scandale : une gestion jugée catastrophique. Les chiffres donnent le vertige. Sur un portefeuille de prêts estimé à Rs 8,3 milliards, pas moins de

Rs 8,1 milliards sont considérés comme non performants. Un niveau de toxicité qui soulève de sérieuses questions sur les mécanismes de contrôle, tant au sein de la banque qu'au niveau des autorités de régulation.

L'absence de comptes audités pour les exercices 2022 et 2023 n'a fait qu'aggraver les soupçons. Aucun cabinet n'ayant accepté d'assurer l'audit, en raison notamment des controverses entourant Prateek Gupta, la crédibilité financière de l'établissement s'est effondrée.

Une responsabilité politique pointée du doigt

Au Parlement, le ton est monté d'un cran. Le Premier ministre, Navin Ramgoolam, n'a pas mâché ses mots, évoquant une « conspiration institutionnelle de premier ordre ». Il a dénoncé les conditions dans lesquelles la banque a été reprise par les Gupta, pointant du doigt des décisions jugées contraires

aux règles établies.

En ligne de mire : l'autorisation accordée à Ginni Gupta de détenir plus de 75 % des parts de la banque, malgré une réglementation limitant normalement cette participation à 10 %. Une situation qualifiée de « scandaleuse » par le chef du gouvernement, qui y voit la preuve d'une dérive grave du système.

Des fonds publics exposés

L'affaire prend une dimension encore plus sensible avec l'implication de fonds publics. Au total, Rs 3,55 milliards avaient été investis par des organismes étatiques dans la Silver Bank. Au 28 février 2026, environ Rs 907 millions restaient encore exposés.

Parmi les entités concernées figurent notamment la National Insurance Co. Ltd, le Sugar Insurance Fund Board ou encore le Conseil municipal de Curepipe. Ces investissements, initialement destinés à soutenir la viabilité de la banque, sont aujourd'hui au cœur des préoccupations.

Parallèlement, une demande a été formulée auprès d'Interpol pour l'émission d'une notice rouge visant Prateek Gupta. Les autorités mauriciennes cherchent à établir les responsabilités et à localiser les individus clés du dossier. Cette coopération internationale s'annonce déterminante dans un dossier où les flux financiers semblent avoir transité par plusieurs juridictions offshores, compliquant considérablement leur traçabilité.

DIMANCHE 03 AU 09 MAI 2026

Cargaison disparue en mer : un Mauricien au cœur d'une traque régionale sur fond de narcotrafic

Entre l'Afrique australe, La Réunion et Maurice, les réseaux de drogue affinent leurs routes en mer, loin des contrôles classiques. Au cœur de cette nébuleuse, un Mauricien connu sous le nom de James, cristallise toutes les tensions. Soupçonné d'être impliqué dans une cargaison volatilisée valant plusieurs millions, il serait aujourd'hui la cible d'une traque implacable.

James, au cœur de l'énigme

Installé depuis près de vingt ans en Afrique australe, il est désormais présenté comme un acteur clé d'un réseau de trafic de stupéfiants opérant entre La Réunion et Maurice. Selon des sources proches du dossier, James n'était pas un simple exécutant. Il aurait occupé un rôle stratégique dans la coordination des opérations maritimes, notamment dans la récupération de cargaisons en mer. Un profil qui explique pourquoi sa disparition suscite autant d'attention.

Le mode opératoire du réseau semblait pourtant bien rodé. Des cargaisons de drogue étaient larguées en pleine mer, dans des zones précises, avant d'être récupérées par des équipes à bord d'embarcations rapides. Une technique permettant d'éviter les contrôles portuaires classiques.

Mais lors d'une opération récente, tout aurait basculé. Une cargaison estimée à plusieurs millions de roupies aurait disparu dans les eaux proches de La Réunion, peu après le passage d'une patrouille maritime. Un incident qui aurait déclenché une crise majeure au sein du réseau. Dans ces milieux, les pertes financières ne sont jamais anodines. Très vite, les responsabilités sont recherchées, souvent dans un climat de suspicion extrême.

Une traque déclenchée par le doute

Les soupçons se seraient rapidement portés sur James, qui supervisait l'opération de récupération du colis. Était-il victime d'une interception imprévue, d'une erreur logistique ou d'une trahison interne ? À ce stade, aucune hypothèse n'est confirmée.

Mais dans le monde du narcotrafic, le doute suffit à condamner. Selon plusieurs sources, une organisation crim-



L'Inde avait saisi une importante cargaison de cocaïne dissimulée dans des caisses de fruits en provenance d'Afrique du Sud

inelle aurait lancé une véritable chasse à l'homme pour retrouver le Mauricien. L'objectif : obtenir des réponses, voire régler des comptes. Cette traque, bien que discrète, s'étendrait au-delà des frontières sud-africaines, témoignant de l'ampleur du réseau impliqué.

Une fuite vers le Botswana ?

Des informations indiquent que James aurait quitté précipitamment l'Afrique du Sud pour se réfugier au Botswana. Ce pays voisin, avec ses vastes zones difficiles à surveiller, pourrait offrir un terrain propice à la dissimulation.

Cependant, dans un environnement où les réseaux criminels disposent de relais internationaux, une telle fuite pourrait n'être que temporaire. La pression exercée sur lui semble constante.

Un homme aux multiples identités

Le profil de James intrigue autant qu'il inquiète. Il disposerait de plusieurs passeports et utiliserait différentes identités, rendant toute tentative de localisation particulièrement complexe.



Cette capacité à naviguer entre plusieurs identités laisse penser à un individu expérimenté, familier des circuits clandestins et des stratégies d'évasion. Un profil typique des acteurs évoluant dans des réseaux transnationaux. À ce stade, aucune autorité n'a confirmé officiellement les éléments entourant cette disparition. Le flou persiste, alimentant rumeurs et spéculations.

La Réunion en alerte face à la montée du trafic

Parallèlement, les autorités réunionnaises font face à une intensification préoccupante du trafic de drogue. Les chiffres témoignent d'une progression rapide. Entre 2024 et 2025, le nombre de mules interpellées est passé de 23 à 58,

soit une hausse de 152 %. En 2026, déjà 30 arrestations ont été enregistrées en quelques mois.

Les opérations de démantèlement se multiplient. Le 13 avril dernier, un réseau a été neutralisé avec 12 arrestations et une saisie estimée à 1,6 million d'euros de stupéfiants. Malgré ces résultats, les filières continuent de s'adapter. Face à cette situation, les autorités entendent renforcer leur stratégie. Le préfet Patrice Latron insiste sur la nécessité de sensibiliser davantage la population, en particulier les jeunes.

De son côté, Jean-Jacques Copilet met en avant l'importance de l'éducation dès le plus jeune âge, avec des programmes déployés dans les écoles pour prévenir les comportements à risque. Un plan d'action global sera présenté le 26 juin prochain, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre le trafic de drogue.

L'Afrique du Sud, pivot stratégique du trafic mondial de drogue

L'aéroport Tambo International Airport et les plateformes logistiques sud-africaines sont au cœur d'une série de saisies spectaculaires depuis début 2026, révélant l'ampleur du trafic de drogue qui transite par le pays.

Fin avril, en l'espace de 72 heures, quatre passeurs présumés ont été arrêtés. Parmi eux, un Brésilien de 26 ans transportant de la cocaïne estimée à 8,7 millions de rands, ainsi qu'un homme de 66 ans, de nationalité somalienne avec un passeport néerlandais, en possession de 55 kg de khat destinés à l'Europe. Quelques semaines plus tôt, le 30 mars, cinq Sud-Africaines ont été interceptées alors qu'elles tentaient d'acheminer plus de 5 millions de rands de drogue vers la Chine via Dubaï, dissimulée dans leurs chaussures et sur leurs corps.

Le fret aérien constitue également une voie privilégiée. Début mars, les autorités ont saisi de la méthamphétamine d'une valeur de 2,2 millions de rands destinée aux Philippines, ainsi que huit caisses de cannabis expédiées depuis le Maroc.

Selon la South African Police Service, ces opérations s'inscrivent dans une intensification des contrôles. En trois ans, plus de 5,2 milliards de rands de drogue ont été détruits, confirmant que l'Afrique du Sud reste un carrefour stratégique du narcotrafic mondial.

Commerce en ligne : l'État serre la vis aux vendeurs clandestins

Commander sur des sites étrangers pour revendre localement sans déclaration fiscale pourrait bientôt devenir bien plus risqué. Selon les informations obtenues par Le Journal du Dimanche, les autorités préparent un durcissement majeur contre certains opérateurs du commerce en ligne. Réunion stratégique, arsenal technologique, contrôle renforcé et encadrement légal : notre enquête révèle les contours d'un dispositif appelé à bouleverser le e-commerce informel.

Derrière chaque petit colis livré discrètement, les autorités soupçonnent parfois une activité commerciale bien rodée. Selon les renseignements recueillis par Le Journal du Dimanche, une réunion jugée sensible s'est tenue lundi entre la Mauritius Revenue Authority, le ministère des Finances, la douane et la State Informatics Ltd. Officiellement, peu d'éléments ont filtré. Mais selon plusieurs sources concordantes, les discussions ont porté sur un sujet devenu prioritaire : la multiplication des achats sur des plateformes internationales destinés non pas à un usage personnel, mais à la revente sur le marché local.

Ces dernières années, fait-on comprendre, un commerce parallèle s'est développé à grande vitesse. Des particuliers commandent vêtements, gadgets électroniques, cosmétiques, chaussures ou accessoires à bas coût, puis revendent les articles avec marge via Facebook, WhatsApp, Instagram ou le bouche-à-oreille. Un modèle discret, rapide, parfois rentable. Mais souvent éloigné des obligations légales classiques.

Un phénomène massif difficile à quantifier

Combien sont-ils ? Impossible d'obtenir des chiffres officiels précis au niveau des autorités. Mais plusieurs acteurs du secteur estiment que le nombre de vendeurs informels a explosé depuis la pandémie, période durant laquelle les habitudes d'achat ont basculé vers le numérique. Aujourd'hui, il suffit d'un smartphone, d'un compte sur une plateforme étrangère et d'une page sur les réseaux sociaux pour lancer une activité. Certains écoulent quelques



Vendre régulièrement via internet sans existence légale pourrait devenir beaucoup plus risqué.

Régularisation des achats en ligne : Le dossier depuis plus d'un an au SLO

Selon les informations recueillies par Le Journal du Dimanche, le dossier sur la réglementation de l'e-commerce se trouve toujours au State Law Office depuis mars 2025. Le texte viserait à moderniser la législation existante, encore jugée inadaptée à la rapidité du commerce numérique. Les autorités souhaitent notamment clarifier : qui est considéré comme commerçant en ligne ; quels permis doivent être obtenus ; quelles obligations fiscales s'appliquent ; quels recours existent pour les consommateurs ; comment contrôler les activités transfrontalières.

Le retard du dossier aurait toutefois freiné certaines mesures. L'une des pierres angulaires de la réforme sera l'obligation de détenir un Business Registration Number (BRN) et, selon l'activité exercée, les permis requis.

produits par mois. D'autres, selon nos informations jugées très fiables, importeraient de façon quasi hebdomadaire. Le problème, pour les autorités, est double : perte potentielle de recettes fiscales et concurrence jugée déloyale envers les entreprises dûment enregistrées.

Les commerçants déclarés montent au créneau

Depuis environ trois ans, des commerçants traditionnels tirent la sonnette d'alarme. Leur constat est simple : eux paient loyer, salaires, cotisations, permis, taxes et TVA, tandis que cer-

tains vendeurs opérant depuis leur domicile peuvent proposer des prix cassés sans supporter les mêmes charges. « On ne peut pas se battre à armes inégales », confie un opérateur du commerce de détail approché dans le cadre de notre enquête. Ce dernier gère un magasin de prêt-à-porter situé à la rue Farquhar, Port-Louis. Dans certains secteurs — habillement, accessoires mobiles, cosmétiques ou décoration — la pression serait devenue tangible.

Un logiciel pour repérer ceux qui se croient invisibles

Le Journal du Dimanche est en présence d'informations selon lesquelles un logiciel informatique hautement performant serait en préparation afin de détecter les circuits suspects et identifier ceux qui pensent encore échapper aux autorités.

Ce système, qui pourrait être développé avec l'appui de la State Informatics Ltd, viserait à automatiser des croisements de données aujourd'hui difficiles à effectuer manuellement. Parmi les indicateurs potentiellement surveillés

: répétition des colis au même nom ; fréquence anormale des importations ; valeur cumulée sur plusieurs envois ; nature identique des marchandises ; schémas de fractionnement de commandes ; liens avec des activités de vente visibles en ligne. Autrement dit, plusieurs petits colis espacés de quelques jours pourraient demain raconter une histoire plus large.

La stratégie des petits montants dans le viseur

À l'heure actuelle, fait-on comprendre au ministère du Commerce, les achats d'une valeur inférieure à Rs 1 000 demeurent exemptés de TVA. Ce seuil est bien connu des habitués du commerce en ligne. Certains y voient un simple avantage légal. D'autres, souligne-t-on, l'utiliseraient comme levier stratégique en divisant les commandes en plusieurs petits envois. Une pratique difficile à prouver, mais désormais suivie de près. Pour les autorités, ce n'est plus seulement la valeur d'un colis qui compterait, mais la répétition et l'intention commerciale sous-jacente.

Pourquoi l'État renforce le contrôle

Au-delà de la fiscalité, les autorités cherchent aussi à sécuriser les échanges. Produits contrefaits, absence de garanties, marchandises non conformes ou introuvables après paiement figurent parmi les plaintes régulièrement évoquées. En exigeant BRN, permis et traçabilité, l'État espère professionnaliser le secteur. Le consommateur saurait davantage à qui il achète, et vers qui se tourner en cas de litige. Le commerce numérique n'est plus marginal : il devient un marché à part entière.

Ce qui pourrait changer pour le public

Pour les consommateurs, acheter en ligne restera possible. Mais les contrôles pourraient être plus stricts, les vendeurs plus identifiables et les prix parfois revus à la hausse si les charges légales sont répercutées. En contrepartie, davantage de transparence pourrait émerger : factures, garanties, interlocuteurs clairs et meilleure qualité de service. Le commerce en ligne pourrait perdre une part d'improvisation, mais gagner en crédibilité.

De King-maker à « frodère mariaz » : Paul Bérenger n'est plus le maître du jeu

Son passage dans l'opposition est jusqu'ici un « non-event ». Tant il nous avait habitués à beaucoup mieux sur les travées des adversaires du gouvernement. Aujourd'hui, la réalité, c'est que Paul Bérenger se cherche toujours. Beaucoup d'observateurs estiment que ce n'est certainement pas avec son groupuscule Konba Militant Progressis (KMP) qu'il pourra diriger ou dominer l'actualité politique. Encore moins à coups de conférences de presse hebdomadaires. Actuellement, il se comporte en mentor à la fois pour sa fille Joanna, qui a fêté son anniversaire mardi dernier, et Chetan Baboolall en espérant des jours meilleurs. Une situation en net contraste avec son personnage qui dirige les débats, pose les conditions ou tranche dans le vif. Fini le rôle de King-maker et le voilà plutôt désormais en « *frodère mariaz* ». Comment en est-il arrivé là ?



Les suiveurs se font rares

Lorsqu'il quitte le gouvernement, beaucoup s'attendaient à un tsunami contre l'Alliance du Changement. Or la vérité, c'est qu'il n'y a même pas eu une tempête dans un verre d'eau. C'est une brise légère tout au plus. Ses ex-collègues ne l'ont pas suivi cette fois, même pour les plus bérengistes de la bande comme Rajesh Bhagwan, Ajay Guness, Deven Nagalingum, Tony Apollon mais surtout Arianne Navarre-Marie. Beaucoup ont compris que Paul Bérenger ne représente plus l'avenir. D'autres sont arrivés à la conclusion qu'avec le leader maximo, ils allaient « *bouge-fixe* ». Par exemple, Mathieu Laclé ou encore Amédée Darga n'auraient jamais été ministres s'ils étaient restés au MMM. Jean-Claude Barbier est resté un simple député des mauves durant sa longue carrière entre 1995 et 2019. Quand Sylvio Michel, leader des Verts/Fraternels, démissionne comme ministre de la Pêche en 2003, l'élu du No 1 s'attendait à être nommé et s'était même rendu sur une radio privée pour défendre le fait que ce poste devait lui revenir, mais sans succès.

Qui ne se souvient pas de ces coups de sang d'Ahmad Jeewah après les élections de 1995 ? N'ayant pas été nommé ministre, le président du MMM avait publiquement déclaré : « *Bannes couma moi, ki mo vaut dan MMM* ». Tandis qu'après septembre 2000, Ivan Collendavello, alors secrétaire général des mauves, qui avait connu le même sort, avait menacé « *pa fer bêtises ar moi* ». Comme consolation, on lui a confié la

rédaction de la législation pour lutter contre la corruption et la création de la défunte « *Independent Commission Against Corruption* ». Ce qui fait tomber à l'eau les slogans de méritocratie dont se gargarisent Joanna Bérenger à chaque fois que l'occasion lui est donnée.

Personne n'ose prendre le risque

Contrairement aux autres fois où il est passé dans l'opposition, il n'y a pas de nom ronflant ou de figure politique de proue qui se ruent pour obtenir la bénédiction de Paul Bérenger ou le soutenir. Certes, il y a des énergumènes, un peu bruyants ça et là, qui tentent d'avoir un rendez-vous à River Walk mais rien de trop sérieux. Parce qu'ils ont compris qu'au fil de sa carrière politique, Paul Bérenger a détruit la carrière politique de plusieurs personnes sur l'autel de ses ambitions personnelles. Ces personnes auraient normalement connu une autre

destinée. Parmi eux, il y a eu feu Ramduth Jadoo, Ashock Jugnauth, Madun Dulloo, qui lui fit signer un document sur sa promesse, le Dr Dinesh Ramjuttun, Pradeep Jeeha et Nando Bodha en leur faisant miroiter le poste de Premier ministre. Tout ce beau monde « *fine tombe dan karo kann* ».

Avec lui, on n'est jamais trop sûr : un moment il vous met du gâteau dans la bouche et vous encense d'éloges, tandis que la minute d'après, il vous poignarde, le plus naturellement du monde et sans aucune émotion. Ce qui explique sans nul doute son isolement sur l'échiquier politique. Même ceux qui étaient supposés lui courir après leurs débâcles électorales, comme le MSM ou le Reform Party, l'évitent soigneusement. Le KMP et lui sont des indésirables.

Même pas une tasse de thé

En 2012, Pravind Jugnauth avait annoncé le jour de son départ de l'Alliance

Sociale, un samedi, qu'il rencontrerait son « *camarade Paul Bérenger* » le jeudi dans le cadre enchanteur de l'hôtel Labourdonnais à Port-Louis, pour discuter du dossier Chagos. Cette fois, personne ne veut prendre le thé avec lui. Entre-temps, En Avant Moris, né des entrailles du MMM, son leader Patrick Belcourt ayant longtemps flirté avec le bérengisme, a réussi le pari de réunir parlementaires et la société civile pour un verre de l'amitié dans le cadre chaleureux de la résidence des Piagnee, à Rose-Hill.

Au-delà des discours, la présence de plusieurs figures publiques a alimenté les discussions. Parmi les invités, la présence de parlementaires et de figures de la société civile, dont Eshan Juman, Khushal Lobine, Bruno Laurette, Sheila Bunwaree.

Bérenger n'a aucun bilan visible

Beaucoup ont pris en considération qu'avec lui, ce ne sont que des reproches et des critiques mais aucun bilan visible. C'est l'homme du secteur privé et de l'oligarchie. Sa capacité à soutenir le gros capital et l'ultralibéralisme économique repousse tous les prétendants. Ses allégations sur la corruption au sein du gouvernement ou encore les soi-disant dossiers explosifs, qui se font toujours attendre, sont devenues le cadet des soucis de la population dans cette période d'incertitudes géopolitiques.

Une stratégie mal définie

Il n'y a pas d'effet « *wow* » autour de Paul Bérenger et de sa troupe. Le nom Konba Militant Progressis n'accroche pas. À l'inverse du MMM qui s'identifiait facilement dans les années 70 par une feuille de « *Béthel* », le nom choisi est lourd et difficilement mémorisable surtout pour les seniors. Le symbole choisi des deux mains a déjà déclenché la polémique.

La formation Linion Moris de Dev Sunassy reproche à Paul Bérenger et son équipe d'avoir plagié son logo. Les deux utilisent les mains comme identification. Selon lui, plusieurs observateurs estiment qu'il s'agit d'un « *copier-coller* » du visuel de Linion Moris. Sans entrer dans une confrontation directe, il exprime néanmoins une certaine déception face à ce qu'il considère comme un manque d'innovation. Une véritable douche froide à une semaine du congrès fondateur. « *Pe lans enn* »



DIMANCHE 03 AU 09 MAI 2026

« nouvo mouvman mem, inové inpe », a-t-il ajouté.

“Le pays avant tout” - KMP déjà à court d'idées !

Saisissant la balle au bond, le PMSD, par la voix de son porte-parole Oliver Barbe, constate que le nouveau mouvement politique des Bérenger est déjà à court d'idées. Le slogan « *le pays avant tout* » dont ils se servent fut lancé à l'époque par Sir Gaëtan Duval et est toujours utilisé par le PMSD ; les photos parlent d'elles-mêmes.

« *Nous notons que M. Bérenger, ces derniers temps, s'entremêle les pincesaux. Il a dû revoir sa position concernant le "seating arrangement" de son groupe à l'Assemblée nationale suite à la lettre envoyée par Adrien Duval. Le comble, c'est qu'il commet un double plagiat en utilisant le slogan du PMSD et aussi en proposant le symbole d'une autre formation politique* », dénonce-t-il dans un communiqué de presse.

Piégé à son propre jeu

Pourtant, au lancement de sa formation, le 25 avril dernier, Paul Bérenger



avait parlé d'une initiative qu'il présente comme une refondation, portée par une volonté de renouvellement et d'ouverture, tout en s'inscrivant dans une continuité idéologique. À la salle des fêtes de la mairie de Vacoas-Phoenix, samedi prochain, ses militants devront approuver le nom, le symbole, la structure et les postes. Du classique normalement, avec plus de flexibilité tout en assurant une mainmise sur l'appareil du parti.

Or, sa décision incompréhensible de quitter le gouvernement, après y avoir siégé, pour lancer le KMP est perçue par certains comme une manœuvre

de survie politique plutôt qu'une réelle conviction, surtout après des épisodes de tensions internes non résolus au sein du MMM.

D'autant que le nouveau mouvement doit faire face à d'autres oppositions actives et à la difficulté de se positionner face aux autres acteurs politiques qui jouissent d'une meilleure cote auprès de l'électorat, ce qui complique sa percée. Surtout qu'une partie importante de l'électorat mauricien se montre désabusée, rendant difficile la mobilisation pour de nouvelles forma-

tions politiques, même dirigées par des figures familières.

Il y a eu ces actes de désespoir au No 1 où certains affirment avoir démissionné du MMM pour rejoindre le KMP. En fin de compte, c'étaient des listes bidon. Paul Bérenger peine à convaincre car son projet semble être une tentative de réinvention personnelle après des années de déclin du MMM, face à un électorat demandeur de renouveau et à une nouvelle génération politique qui émerge. Certains estiment qu'il est pris au piège de son propre jeu.

Opinion

Le Mouvement Militant Mauricien : la locomotive et les wagons fantômes

L'histoire se souvient des récits de ces trains fantômes. Le plus connu est celui du train d'Abraham Lincoln. Mais jamais de ceux des wagons, sauf ceux de marchandises qui dévalaient seuls les rails la nuit, dans le Massif central du Gévaudan, en France. Celles des Quinze du MMM sont-elles en gestation ?

L'Hon. Paul Raymond Bérenger, leader historique du Mouvement Militant Mauricien, était la locomotive qui tractait le chariot du militantisme. Il représentait les valeurs et la conscience du MMM vis-à-vis de son électorat.

Pour faire avancer les idéaux militants, tels que l'affermissement de la démocratie, la lutte contre le communalisme, la justice sociale et l'approfondissement de la liberté syndicale, entre autres, Paul Bérenger a connu les arrestations arbitraires, la matraque et la prison, alors que nombreux parmi la bande des Quinze portaient encore des shorts ou pédalaient des tricycles d'enfants.

Les militants de la première heure feuilletaient Frantz Fanon, l'un des penseurs les plus influents du XXe siècle sur la décolonisation, le racisme et la négritude, dans une île Maurice nouvellement indépendante où le communautarisme était à son apogée.

L'Hon. Paul Bérenger fut aussi, dans les années 70, le défenseur des travailleurs de l'industrie sucrière, du port, du transport en commun et de la toute naissante zone franche. La confédération syndicale General Workers' Federation (GWF) était son fer de lance dans sa lutte pour l'amélioration des conditions de travail à Maurice.

Aucun de nos leaders politiques contemporains n'a connu un cheminement syndical et politique aussi riche et captivant que Bérenger.

C'est dommage que très peu de militants de la nouvelle génération connaissent l'histoire du MMM et sa contribution à une meilleure île Maurice. L'ex-leader du MMM a manqué dans sa mission de transmettre

ces valeurs, qui outrepassent les gains personnels, aux deuxièmes et troisièmes générations de ses dirigeants.

L'élection de feu Dev Virahsawmy, à Triolet en 1970, dans la circonscription du Dr Sir Seewoosagur Ramgoolam, fut le premier déclin dans la longue marche du MMM vers le « *mauricianisme* ». Aujourd'hui, alors que Paul Bérenger n'est plus au MMM, le parti a perdu son âme et les militants leur symbole.

En l'absence de Paul Bérenger, le MMM est condamné à s'effacer graduellement de la scène politique mauricienne. Les Quinze ne pourront tenir, au pis-aller, que jusqu'à la prochaine joute électorale.

Leur descente aux enfers pourrait être précipitée si Résistance et Alternatif parviennent à persuader le gouvernement d'inclure dans la Constitution leur demande formulée durant la campagne électorale de 2024 : permettre aux mandants de révoquer leur député pour faute grave, y com-

pris pour absence sur le terrain. Les bouleversements sur le terrain sont palpables. Le rendez-vous du 9 mai à Vacoas sera décisif pour le MMM, sans Paul.

Déjà, la marmite sociale et politique chauffe, conséquence de la guerre au Moyen-Orient. Elle pourrait connaître des chambardements dans les semaines à venir. Le Konba Militant Progressif remettra la position des Quinze dans une situation très inconfortable sur le terrain et compliquée pour le gouvernement.

Auront-ils la vaillance de rendre leurs tabliers et de retourner devant leurs mandants pour légitimer leur honorabilité ? Et cela avec l'automatisme de leur leadership collégial ? Ce qui est légal n'est pas forcément moral !

S'ils remportent ce pari, ils se transformeront en locomotive ; au cas contraire, ils muteront en « *wagons* » fantômes, au gré et à l'humeur du « *Seigneur* ». Ceci est un crève-cœur.

Jay K. HURRY

Chagos : Bérenger sort du silence et promet des révélations

Paul Bérenger est revenu sur la réorganisation de son mouvement politique, appelé à devenir le Front Militant Progressiste, tout en abordant plusieurs dossiers d'actualité, notamment la situation de l'Archipel des Chagos, qu'il qualifie de préoccupante en raison, selon lui, d'un important retard accumulé.

D'emblée, Paul Bérenger a confirmé une réorganisation majeure de son mouvement politique avec la proposition d'un nouveau nom : le Front Militant Progressiste. Un congrès fondateur a été annoncé pour samedi prochain à 14h30 à la municipalité de Vacoas-Phoenix. Trois orateurs principaux interviendront à cette occasion afin de présenter les grandes lignes de cette nouvelle orientation politique et organisationnelle.

Un congrès fondateur pour poser les bases

Ce congrès ne vise pas à trancher définitivement les orientations du mouvement, mais à en poser les fondations. Paul Bérenger insiste sur le fait qu'il s'agit d'un cadre de travail structuré. Les discussions porteront principalement sur trois axes : le nom du mouvement, ses principes fondateurs et les premières orientations organisationnelles.

Il a toutefois précisé qu'aucune décision finale ne sera prise lors de ce rassemblement. Les différentes propositions seront transmises à une assemblée formelle de délégués, qui devra être mise en place dans un délai de trois mois. Cette instance sera chargée d'approfondir les débats et de valider les choix structurants du mouvement.

Un logo encore en phase de réflexion

Sur la question du logo, Paul Bérenger a indiqué que rien n'est encore finalisé. Plusieurs propositions sont actuellement à l'étude afin d'éviter toute confusion avec d'autres formations politiques, notamment Linion Moris. Le choix envisagé s'oriente vers un symbole de solidarité plutôt qu'un signe traditionnel comme une poignée de main.



Selon lui, l'identité visuelle doit refléter clairement les valeurs du mouvement tout en restant distincte et facilement identifiable. Il a insisté sur le fait que cette étape nécessite encore du temps afin d'éviter toute ambiguïté.

Structuration du mouvement et mobilisation

Par ailleurs, Paul Bérenger a souligné qu'un travail important est en cours dans les différentes circonscriptions. L'objectif est d'identifier des représentants, de relancer les comités régionaux et d'assurer une mobilisation structurée en vue du congrès fondateur.

Des anciens membres du Mouvement Militant Mauricien pourraient être associés à cette nouvelle étape de construction politique. Il a également confirmé que des demandes d'adhésion ont déjà été enregistrées. Celles-ci proviennent de profils variés, ce qui, selon lui, témoigne d'un intérêt réel pour cette nouvelle structure politique en formation.

Budget et pensions : des critiques persistantes

À l'heure des questions, Paul Bérenger a exprimé plusieurs préoccupations concernant la situation économique et la préparation du budget national.

Il a notamment insisté sur le manque de consultation autour de la réforme

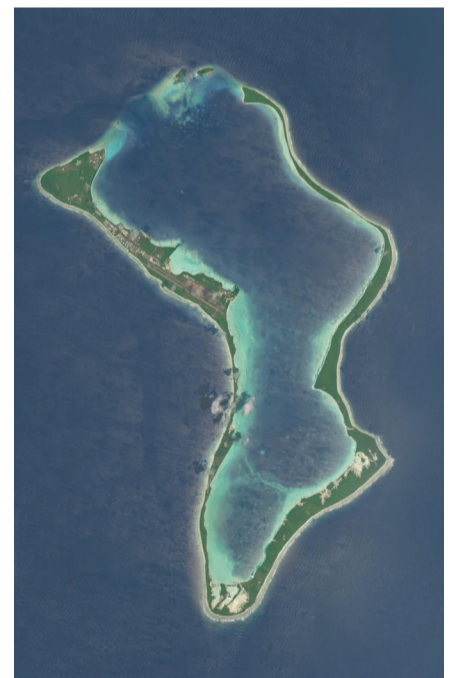


« ... Nou finn déclare pli anglais ki anglais dan certaines kitsoz »

du système de pension. Il affirme que le dispositif d'aide qu'il avait proposé lors du dernier Budget pour les personnes âgées de 50 à 65 ans à revenus limités constitue une mesure de soutien importante, mais reste toutefois temporaire et insuffisante face aux défis structurels.

Il attend désormais le rapport de la commission sur la réforme des pensions, qui devrait proposer des changements de fond ainsi qu'un renforcement des mécanismes de protection sociale. Dans ce contexte, il a une fois de plus déploré l'absence d'un ministre des Finances à plein temps, qu'il considère comme une faiblesse à un moment crucial.

Interrogé sur la situation à Tamarin, notamment l'érosion côtière qui continue de susciter des inquiétudes, Joanna Bérenger a dénoncé un manque de coordination et de communication entre les autorités, les experts et les citoyens concernés. « Nou pou commence kozer asterla, y compris Mare Chicose. Le minis pou bizin repon », a lancé Paul Bérenger.



Chagos : un dossier jugé "choquant"

Dans la même foulée, Paul Bérenger a estimé qu'il y a eu « trop de temps perdu » dans le traitement du dossier des Chagos. Il qualifie la situation de préoccupante.

« Chagos aussi mo pou kozer bientôt la. Li choquant. Mo ti pe tini tini, mo pou rant dan détail bientôt. Nou finn perdi bokou letan... Nou finn déclare pli anglais ki anglais dan certaines kitsoz », a-t-il déclaré. Sans entrer dans davantage de détails, il a annoncé qu'il reviendra prochainement de manière plus approfondie sur cette question sensible.

Pari clandestin : une liste noire de bookmakers dans le viseur des autorités

Une opération d'envergure est actuellement en cours dans le milieu des paris illégaux à Maurice. Selon nos informations, la Financial Crimes Commission (FCC), en collaboration étroite avec la Brigade des Jeux, est désormais en possession d'une liste ciblée de bookmakers clandestins opérant en marge du système légal. Une offensive discrète mais déterminée, lancée depuis la deuxième journée de la saison hippique 2026 au Champ de Mars.

Dès les premières courses, les signaux d'alerte se sont multipliés. Flux financiers suspects, prises de paris hors circuit officiel, réseaux informels réactifs... Face à ces indices, les autorités ont rapidement enclenché une riposte coordonnée. Des équipes de la Brigade des Jeux ont été déployées sur le terrain, opérant en civil, avec pour mission de surveiller, infiltrer et identifier les acteurs clés du marché parallèle.

Selon une source proche du dossier, « une cartographie précise des bookmakers illégaux a été établie. Certains noms reviennent avec insistance, avec des réseaux bien structurés et des relais sur plusieurs régions du pays ».

Une liste ... et un profil de parieurs qui interpelle

Cette fameuse liste, tenue confidentielle, regrouperait plusieurs dizaines d'individus soupçonnés d'organiser ou de faciliter des activités de paris clandestins. Des profils variés : anciens opérateurs, intermédiaires, collecteurs de mises, mais aussi des figures plus discrètes, agissant via des plateformes numériques ou des groupes fermés.

Mais au-delà des organisateurs, ce sont aussi les profils des parieurs qui attirent l'attention des enquêteurs. Selon nos informations, une grande partie des gros parieurs privilégierait les circuits illégaux, attirée par des cotes plus avantageuses et une plus grande discrétion. Parmi eux, on retrouverait des cadres issus de différents secteurs : des directeurs d'institutions financières, des professionnels bien établis, mais aussi des commerçants et petits opérateurs économiques.



Un mélange de profils qui illustre l'ampleur du phénomène, transcendant les classes sociales et les niveaux de responsabilité. « Le pari clandestin n'est plus marginal. Il touche toutes les couches de la société », confie une source proche de l'enquête.

Tous les moyens mobilisés

Pour démanteler ces réseaux, les autorités ne lésinent pas sur les moyens. Surveillance physique aux abords des points de rassemblement, infiltration de groupes privés sur les réseaux sociaux... L'arsenal est complet.



mais des outils numériques, des codes, et parfois même des plateformes étrangères pour échapper aux radars. Mais nous adaptons aussi nos méthodes. »

Vers des arrestations imminentes ?

Plusieurs sources évoquent des opérations imminentes. Des dossiers seraient déjà bien avancés, avec des preuves jugées solides. La FCC et la Brigade des Jeux pourraient ainsi frapper un grand coup dans les semaines à venir, avec des arrestations ciblées et des saisies d'actifs.

On se souvient que la Financial Crimes Commission (FCC), en collaboration avec la Gambling Regulatory Authority (GRA), avait organisé un atelier de travail destiné à sensibiliser les bookmakers aux risques liés aux crimes financiers. Cette initiative, tenue à la veille de la saison hippique, s'inscrivait dans une démarche proactive visant à renforcer la vigilance au sein du secteur des paris.

Durant cette session, les autorités avaient mis l'accent sur les obligations légales des opérateurs, notamment en matière de détection et de signalement des transactions suspectes. L'objectif était clair : faire des bookmakers des acteurs clés dans la lutte contre le blanchiment d'argent et les flux financiers illicites.

Les intervenants avaient également attiré l'attention sur les méthodes utilisées par certains réseaux criminels pour infiltrer le secteur. Un rappel jugé nécessaire, dans un environnement où la transparence et l'intégrité sont désormais au cœur des priorités.

Des techniques d'analyse financière avancée sont également utilisées pour détecter les mouvements suspects, notamment les transferts d'argent fragmentés ou les dépôts atypiques sur certains comptes bancaires.

Un officier impliqué dans l'opération confie : « Nous sommes face à des réseaux qui ont évolué. Ils utilisent désor-

Lourdes sanctions et risques accrus pour bookmakers et parieurs

L'organisation de paris illégaux constitue une infraction sérieuse prévue par la législation en vigueur. Les contrevenants s'exposent à des sanctions financières lourdes, pouvant atteindre plusieurs fois le coût d'une licence officielle laquelle s'élève à environ Rs 3,5 millions par an pour un bookmaker hors hippodrome. À cela peut s'ajouter une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à dix ans.

Mais les risques ne concernent pas uniquement les opérateurs. Les

parieurs qui choisissent de miser en dehors du circuit légal s'exposent eux aussi à des sanctions, avec des amendes conséquentes et des peines de prison. Sans compter les dangers liés à ces réseaux informels : absence de garanties, litiges non couverts, voire pressions en cas de gains contestés. Pour éviter toute mauvaise surprise, la GRA rappelle qu'un bookmaker légal doit impérativement afficher sa licence originale, clairement visible dans son établissement.

Sydney Pierre : « Cette crise doit être un électrochoc pour repenser notre modèle touristique »

Dans un contexte international marqué par les tensions au Moyen-Orient et leurs répercussions sur le trafic aérien mondial, le secteur touristique mauricien traverse une nouvelle zone de turbulences. Dépendance aux hubs du Golfe, fragilité des corridors aériens et ralentissement des réservations : autant de défis que décrypte le ministre délégué au Tourisme, Sydney Pierre, dans cet entretien.

■ **Maurice est-elle aujourd'hui trop dépendante des hubs du Golfe, notamment après les perturbations récentes des vols ?**

La situation géopolitique actuelle, particulièrement les tensions au Moyen-Orient, a effectivement eu un impact direct sur le transport aérien mondial. Nous l'avons constaté de manière très concrète avec des perturbations majeures dans les opérations de certaines compagnies.

Par exemple, Emirates n'a pas pu opérer normalement durant plusieurs jours. Certains vols n'ont pas pu atterrir, des appareils sont restés bloqués au sol et plusieurs rotations ont été annulées ou reprogrammées. Il faut rappeler que cette compagnie représente à elle seule environ 20 % des arrivées touristiques. Une telle dépendance crée inévitablement une vulnérabilité structurelle.

Cela dit, il est important de nuancer. Le secteur a démontré une capacité d'adaptation rapide. Air Mauritius a augmenté ses fréquences sur certaines destinations stratégiques. Turkish Airlines, de son côté, a renforcé sa présence avec trois vols hebdomadaires supplémentaires pour une période d'un an. D'autres acteurs comme Air France, Kenya Airways ou Air Austral ont également contribué à absorber une partie du trafic.

■ **Face à cette crise, comment les autorités ont-elles réagi ?**

Dès les premiers signes de perturbation, nous avons agi avec célérité. Sous les recommandations du ministre de tutelle, une cellule de crise a été mise sur pied. Elle regroupe l'ensemble des par-



« La relance d'une connexion directe avec la Chine n'est plus une option, mais une nécessité. »

ties prenantes : l'Association des Hôteliers et Restaurateurs de l'île Maurice (AHRIM), les compagnies aériennes, la Mauritius Tourism Promotion Authority (MTPA), le Passport and Immigration Office ainsi que des représentants du bureau du Premier ministre.

L'objectif était clair : assurer un suivi en temps réel du trafic aérien, notamment des taux de remplissage des vols (load factor), et coordonner des actions rapides et efficaces. En parallèle, un comité stratégique a été mis en place pour anticiper la basse saison et limiter l'impact économique sur les hôtels et les opérateurs touristiques.

■ **Quelle est la tendance actuelle des réservations touristiques ?**

Nous observons actuellement un ralentissement des réservations pour les mois à venir. Ce phénomène est directement lié aux tensions géopolitiques, mais aussi à des facteurs économiques globaux, notamment la hausse du prix du pétrole, qui impacte directement le coût des billets d'avion. Aujourd'hui, les voyageurs adoptent une approche plus prudente. Ils privilégient davantage les destinations moyen-courrier plutôt que les longs courriers. Or, Maurice reste fortement dépendante du marché européen, qui représente environ 60 % des arrivées.

Il faut également comprendre les cycles de réservation. Sur le marché français, par exemple, les décisions de voyage se prennent en moyenne entre 70 et 90 jours à l'avance. Cela explique pourquoi le mois d'avril est resté relativement stable. En revanche, une baisse est anticipée pour la période allant de juin à août.

■ **La Chine reste-t-elle une priorité ?**

Plus que jamais. La Chine représente un potentiel immense encore largement sous-exploité. Les chiffres sont parlants : en 2014, avec une liaison directe, Maurice accueillait près de 89 000 tour-



axe de développement important pour enrichir l'offre globale.

■ **Que reprenez-vous de cette période ?**

Cette période constitue à la fois un défi et une opportunité. Elle met en lumière nos vulnérabilités, notamment notre dépendance aérienne, mais elle ouvre aussi la voie à une transformation profonde du secteur. Nous devons accélérer la diversification des marchés, renforcer la résilience de notre connectivité et repenser notre modèle touristique. Maurice a tous les atouts pour réussir cette transition, à condition d'anticiper et d'innover.



« Quel que soit le contexte de son départ, l'histoire retiendra son rôle. »

■ **Venons-en au volet politique : regrettez-vous le départ de Paul Bérenger du gouvernement ?**

Paul Bérenger est une figure majeure de la politique mauricienne. Quel que soit le contexte de son départ, l'histoire retiendra son rôle. Personnellement, j'ai travaillé avec lui et j'ai beaucoup de respect pour son parcours. Nous avons partagé une campagne et entretenons de très bonnes relations.

■ **Qui doit occuper le poste de Deputy Prime Minister ?**

Cette décision relève entièrement de la prérogative du Premier ministre. Le gouvernement dispose d'un mandat clair jusqu'en 2029, et les nominations s'inscrivent dans ce cadre institutionnel.

■ **Les promesses électorales ne sont pas tenues selon certains critiques...**

Le gouvernement est engagé dans un travail de fond important, malgré les contraintes héritées du précédent mandat. Il existe parfois un décalage entre la perception et la réalité. À 16 mois des élections, il est possible de dresser un bilan objectif. Selon moi, ce bilan est solide et défendable, même si le débat politique tend parfois à le simplifier ou à l'exagérer.

istes chinois. Aujourd'hui, ce chiffre est tombé à environ 14 000.

Cette baisse est significative et appelle une réponse stratégique. La relance d'une connexion directe, notamment via des compagnies comme China Southern Airlines, n'est plus une option mais une nécessité pour reconquérir ce marché.

■ **Quels segments touristiques doivent être développés ?**

Le segment des "Big Fat Weddings", particulièrement prisé par la clientèle indienne fortunée, constitue une opportunité majeure. Le MICE (Meetings, Incentives, Conferences, Exhibitions) est également un secteur à fort potentiel pour attirer une clientèle d'affaires internationale. Nous devons aussi cibler les High Net Worth Individuals, capables de contribuer à l'image de marque de la destination. Enfin, le tourisme sportif et culturel représente un

Un défi majeur pour Ramgoolam, qui se dit prêt à l'assumer

Lors des célébrations de Shivaji Day à Phoenix, le Premier ministre Navin Ramgoolam est revenu longuement sur la vie et le combat de Chhatrapati Shivaji Maharaj, qu'il a présenté comme une figure majeure de leadership, de stratégie et surtout d'unité. Dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques et des incertitudes économiques, il a appelé à la résilience nationale et à une meilleure capacité d'adaptation.

la nécessité d'un leadership efficace et d'un État fonctionnel, où les responsabilités sont clairement définies et où les compétences sont placées aux bons endroits. Dans sa vision, une administration performante repose sur une combinaison de discipline, de transparence et de capacité d'exécution.

Le Premier ministre a également souligné que la diversité sociale et culturelle du pays ne doit pas être un facteur de division. Au contraire, elle doit être intégrée dans un cadre commun permettant de renforcer la cohésion nationale.

Crises internationales et pressions économiques

Dans son intervention, Navin Ramgoolam a insisté sur la dimension historique et symbolique de Shivaji Maharaj. Pour lui, ce grand leader n'a pas seulement marqué son époque par ses combats, mais surtout par sa capacité à organiser une résistance efficace face à des forces plus puissantes et mieux équipées.

Navin Ramgoolam a aussi attiré l'attention sur le contexte mondial actuel, marqué par des tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient. Ces conflits ont, selon lui, des répercussions directes sur l'économie mondiale : hausse des prix de l'énergie, perturbation des chaînes d'approvisionnement et pression sur le coût de la vie.

Le Premier ministre a mis en avant une idée centrale : dans les situations de conflit ou de déséquilibre, la force d'un dirigeant ne dépend pas uniquement de la puissance militaire, mais de la stratégie et de la cohésion interne. Shivaji Maharaj, malgré des moyens limités, a su bâtir une structure politique et militaire solide grâce à une discipline rigoureuse et une unité constante.

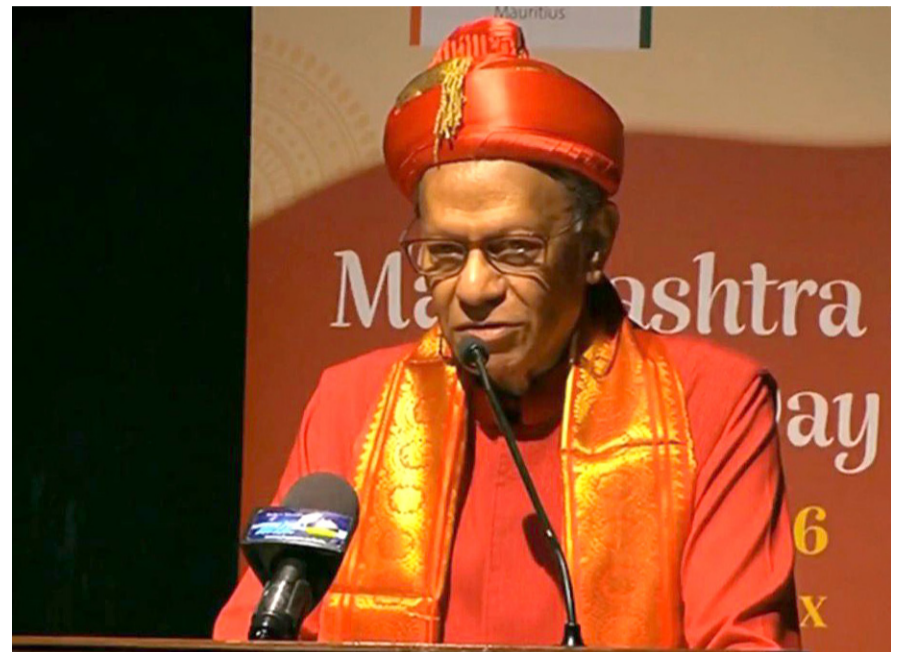
Il a rappelé que de nombreux pays font face à des situations d'urgence économique, avec des contraintes budgétaires de plus en plus fortes. Maurice, en tant que petite économie ouverte et dépendante des importations, est particulièrement exposée à ces chocs externes.

Un message politique axé sur la cohésion nationale

Au-delà de la référence historique, Navin Ramgoolam a utilisé cet exemple pour faire passer un message contemporain sur la gouvernance et la société mauricienne. Il a insisté sur

Dans ce cadre, il a insisté sur la nécessité d'un budget équilibré, capable de répondre aux besoins sociaux tout en tenant compte des réalités économiques internationales.

Face à ces défis, le Premier ministre a mis en avant deux notions clés : la résilience et l'adaptation. Il a souligné que les changements rapides du monde



actuel exigent des réponses flexibles et une capacité d'ajustement permanente. Il a également rappelé que certaines ressources essentielles, comme l'énergie et les produits de base, sont fortement influencées par des facteurs externes. Cela oblige les États à revoir leurs stratégies économiques et à renforcer leur autonomie autant que possible.

Il a insisté sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un exercice simple ou ordinaire, mais d'une responsabilité importante dans une période marquée par l'incertitude économique et les pressions externes. Navin Ramgoolam a encouragé la jeunesse à s'inspirer de figures historiques comme Shivaji Maharaj. Selon lui, le patriotisme ne se limite pas à des discours, mais se traduit par le travail, la discipline et l'engagement.

Budget dans un contexte difficile
« *Mo pe al fer enn budget dan enn kontekts bien difisil. Ou krwar li fasil... dimoun krwar li fasil. Mo ti kapav donna sa responsabilite la a lezot dimoun, kouma dimoun pe dir. Me dan enn sitiasyon koumsa, mo prefer asiz lor la moi-même* », a déclaré Navin Ramgoolam.

Il a rappelé que la construction nationale est un processus continu qui repose sur la persévérance et la capacité à s'adapter aux circonstances.



Consommateurs, entreprises et femmes entrepreneurs montent au front

À l'approche de la présentation du Budget 2026-2027, les consultations prébudgétaires se poursuivent avec une série de rencontres entre le gouvernement et les différentes parties prenantes. Fiscalité, coût de la vie, protection sociale et développement économique figurent parmi les principaux thèmes abordés lors des discussions tenues ces derniers jours.

Fiscalité et coût de la vie au centre des échanges

Le Junior Minister des Finances, Dhaneshwar Damry, a rencontré plusieurs associations de consommateurs, dont la Mauritius Taxpayers Association, l'Association des Consommateurs de l'Île Maurice et la Consumers' Eye Association. Ces échanges ont permis de recueillir une série de propositions visant à alléger le fardeau financier des ménages.

Le président de la Mauritius Taxpayers Association, Raffick Sufurhally, a notamment proposé une révision du système actuel de déductions fiscales pour les couples avec enfants. Il a souligné qu'à l'heure actuelle, un seul conjoint peut en bénéficier, suggérant qu'elles puissent être partagées entre les deux époux, en particulier dans les familles comptant deux ou trois enfants. Il a également évoqué l'évolution du système fiscal, rappelant que celui-ci a été simplifié depuis 2024 avec l'introduction de deux tranches d'imposition fixées à 10 % et 20 %.

Par ailleurs, les discussions ont porté sur les produits pétroliers ainsi que sur la nécessité d'encourager des alternatives plus durables. Dans cette optique, il a été proposé de supprimer certaines taxes sur les véhicules hybrides et électriques afin de favoriser leur adoption. L'exemption fiscale des pensions de vieillesse a également été avancée comme mesure de soutien aux personnes âgées. Mesures proposées pour protéger les consommateurs

Du côté de l'ACIM, son secrétaire général, Jayen Chellum, a plaidé pour la suppression de la taxe sur la valeur ajoutée sur certains produits alimentaires de base. Il a toutefois insisté sur la nécessité d'instaurer des mécanismes



ismes de contrôle afin de garantir que les baisses de prix bénéficient effectivement aux consommateurs.

Il a également suggéré la mise en place d'un système de remboursement partiel des coûts de fret, dans le but de contenir les hausses de prix liées aux importations. La création d'une agence dédiée à la sécurité alimentaire a par ailleurs été évoquée afin de mieux coordonner les politiques en la matière.

Pour sa part, le secrétaire général de la Consumers' Eye Association, Claude Canabady, a présenté plusieurs propositions axées sur la protection des groupes vulnérables. Celles-ci incluent l'introduction d'une taxe sur les produits de luxe afin de financer des mesures d'aide sociale, ainsi que la création d'un ombudsman de la santé pour renforcer la transparence et la responsabilité dans ce secteur.

Le secteur automobile appelle à un soutien accru

Dans le cadre des consultations, le Junior Minister des Finances a également

rencontré les représentants de la Motor Vehicle Dealers Association (MVDA). Cette rencontre a permis de mettre en lumière les difficultés rencontrées par le secteur, notamment en ce qui concerne les véhicules électriques.

Le secrétaire général de la MVDA, Mrinal Teeluck, a indiqué que certaines mesures introduites dans le précédent budget, telles que la suppression de la taxe négative et l'imposition de droits sur les voitures électriques, ont fortement impacté le marché. Selon lui, ces décisions ont contribué à une baisse significative des ventes, estimée à 68 %. Dans un contexte marqué par la hausse des prix du carburant au niveau mondial, il a plaidé pour la mise en place d'incitations fiscales afin de rendre les véhicules électriques plus accessibles. Il a également souligné l'importance d'un partenariat renforcé avec le Central Electricity Board pour développer les infrastructures nécessaires à la mobilité électrique.

Femmes entrepreneurs : des attentes ciblées

Les consultations ont également inclus des échanges avec des représentantes d'organisations de femmes entrepreneurs. Celles-ci ont mis en avant plusieurs priorités visant à renforcer la participation économique des femmes. La présidente du National Women Entrepreneur Council, Rehema Fatuma Koylash, a appelé à un cadre légal plus solide pour faciliter l'accès au financement. Elle a également insisté sur la nécessité de rendre les dispositifs existants plus accessibles et mieux adaptés aux besoins des entrepreneurs, tout en accordant une attention particulière aux secteurs stratégiques tels que la sécurité alimentaire.



De son côté, Shireen Motala, membre du conseil d'administration du Shelter for Women and Children in Distress, a plaidé pour une réduction des taux d'intérêt sur les aides financières, ainsi que pour un soutien accru aux infrastructures d'accueil. Elle a également proposé l'installation de systèmes photovoltaïques afin de réduire les coûts énergétiques et promouvoir des pratiques durables.

Bhavisha Balgobin, coordinatrice de programme au National Women's Council, a suggéré un assouplissement des conditions bancaires pour les associations féminines, notamment en réduisant les dépôts minimums requis pour l'ouverture de comptes. Elle a également appelé à supprimer l'exigence de la signature d'un conjoint masculin pour l'accès à certains prêts, en faveur d'une plus grande autonomie financière des femmes.

Les échanges devraient se poursuivre dans les semaines à venir, afin d'affiner les mesures qui seront intégrées dans le prochain exercice budgétaire.

1er Mai : mémoire des luttes et revendications sociales en première ligne

À l'occasion de la Fête du Travail, célébrée le 1er mai, partis politiques et organisations syndicales ont rendu hommage aux combats historiques des travailleurs tout en mettant en avant les revendications actuelles pour une société plus juste et équitable.

Chaque année, le 1er mai rappelle les luttes menées pour l'obtention de droits fondamentaux. Des cérémonies de recueillement et des dépôts de gerbes ont été organisés à travers le pays pour honorer les grandes figures du mouvement ouvrier.

Le Premier ministre Navin Ramgoolam, présent au Guy Rozemont Square à Port-Louis, a souligné que les acquis sociaux ne sont pas le fruit du hasard. Selon lui, ils résultent de combats longs et déterminés menés par des générations de travailleurs engagés pour la dignité, l'égalité et le progrès social.

Il a également insisté sur le fait que cette journée ne doit pas être uniquement commémorative, mais aussi un moment de réflexion face aux défis sociaux contemporains, appelant à renforcer la solidarité nationale.

Reza Uteem plaide pour plus de dialogue et de protection

Dans son traditionnel message à la nation diffusé sur la télévision nationale, le ministre du Travail Reza Uteem a mis en avant le rôle essentiel des travailleurs étrangers dans l'économie mauricienne. Il a insisté sur la nécessité de garantir des conditions de travail et de logement dignes, ainsi que sur le renforcement des protections légales.

Concernant les revendications syndicales liées à la semaine de 40 heures, il a rappelé qu'un National Tripartite Council a été mis en place pour examiner ces enjeux. Il a également annoncé que des mesures proposées lors des Assises du Travail seront bientôt mises en œuvre, notamment la révision du cadre légal encadrant le télétravail.

La CTSP dénonce une dérive inégalitaire

La Confédération des Travailleurs des Secteurs Public et Privé (CTSP) a organisé une marche pacifique à Rose-Hill. Son porte-parole, Reaz Chuttoo, a tenu un discours très critique envers le gouvernement et le ministre de la Sécurité



sociale, Ashok Subron.

Il a dénoncé plusieurs orientations politiques, notamment la réforme de l'âge de la retraite et le recours accru aux travailleurs contractuels étrangers. Selon lui, ces choix traduisent une orientation économique « ultra-libérale » susceptible d'accentuer les inégalités sociales. Il a ainsi appelé à une mobilisation collective, estimant que les travailleurs font face à une véritable lutte entre intérêts populaires et capitalistes.

Préserver l'héritage des luttes sociales

De leur côté, Steven Obeegadoo et Alan Ganoo ont insisté sur l'importance de l'unité et de la mémoire des combats sociaux. Ils ont rendu hommage à des figures emblématiques comme Maurice Curé, Emmanuel Anquetil et Pandit Sahadeo.

Ils ont rappelé que des acquis tels que le salaire minimum et la pension uni-

verselle sont le fruit de longues luttes syndicales et qu'il est essentiel de les préserver face aux pressions économiques actuelles.

Travail et écologie : une nouvelle lecture

Le parti Nouveaux Démocrates a, pour sa part, choisi d'associer cette journée à la protection de l'environnement. À travers un atelier écologique organisé dans le sud de l'île, il a souligné que la défense de la nature est indissociable des droits des travailleurs et de la dignité humaine.

Le débat sur les retraites s'invite au cœur du 1er Mai

Le leader du Reform Party, Roshi Bhaldain, a réaffirmé son engagement à rétablir la pension de vieillesse à 60 ans. Il a vivement critiqué la décision de repousser l'âge d'éligibilité à 65 ans, estimant qu'elle n'a pas fait l'objet d'une concertation suffisante.

Hommages croisés et mémoire nationale

Paul Bérenger, Joanna Bérenger et Chetan Baboolall ont rendu un vibrant hommage à Fareed Muttur au cimetière de Riche-Terre, avant de se recueillir à la place du Quai en mémoire de Sir Seewoosagur Ramgoolam, Sir Anerood Jugnauth et Basdeo Bissoondoyal.

La journée s'est achevée à Saint-Jean, devant les tombes d'Emmanuel Anquetil, de Guy Rozemont et d'Azor Adelaïde, figures marquantes de l'histoire sociale du pays.

Le Militant Socialist Movement (MSM) a lui aussi participé aux commémorations en rendant hommage aux personnalités ayant marqué l'histoire sociale et politique de Maurice, avec des dépôts de gerbes au cimetière de Saint-Jean, au Samadhi de Sir Anerood Jugnauth et au pied de la statue de Sookdeo Bissoondoyal.



Macaques mauriciens : une vidéo choc relance la controverse

Une enquête vidéo diffusée par le journal Daily Mail au Royaume-Uni met en cause des laboratoires pharmaceutiques et révèle des pratiques controversées sur des macaques originaires de Maurice, ravivant le débat sur l'expérimentation animale.

Ces vidéos, filmées en caméra cachée, montreraient des macaques originaires de Maurice subissant des traitements jugés cruels dans des laboratoires pharmaceutiques britanniques.

Selon les informations révélées, les animaux sont utilisés pour des tests scientifiques. Les images ont provoqué une forte indignation, notamment chez les associations de défense des animaux, qui dénoncent des conditions d'expérimentation inacceptables.

Le lanceur d'alerte, un ancien employé d'un laboratoire, affirme avoir été profondément choqué par ce qu'il a vu. Il a décidé de rendre ces images publiques, relançant ainsi le débat sur l'éthique de l'expérimentation animale au Royaume-Uni.

D'après les éléments rapportés, les macaques survivant aux tests sont ensuite euthanasiés afin de permettre des analyses. Mais les laboratoires concernés affirment respecter les lois en vigueur et être contrôlés par les autorités britanniques, notamment le ministère de l'Intérieur.



Maurice au cœur de la recherche scientifique

À savoir que Maurice joue un rôle majeur dans ce domaine. L'île est aujourd'hui l'un des principaux exportateurs mondiaux de macaques à longue queue (*Macaca fascicularis*), avec entre 10 000 et 15 000 animaux envoyés chaque année vers les États-Unis et l'Europe.

Ces primates sont essentiels pour la recherche biomédicale, notamment pour le développement de vaccins et de traitements contre certaines maladies. Des scientifiques, comme David O'Connor de l'Université du Wisconsin, affirment que l'arrêt de ces exportations aurait un impact majeur sur les progrès médicaux.

Un équilibre difficile entre science et environnement

Cependant, la situation est complexe. Introduits au XVIIe siècle par les colons néerlandais, ces macaques ne sont pas une espèce endémique de Maurice. Selon certains experts, ils causent des dégâts importants à l'écosystème local.

Ils menacent notamment certaines plantes comme le pandanus, ou « palmier à vis », et perturbent la faune locale, en détruisant des nids d'oiseaux ou en consommant des fruits avant leur maturité. Cela a des conséquences en chaîne sur d'autres espèces, comme les chauves-souris et les geckos.

Des élevages spécialisés sur le territoire

À Maurice, plusieurs fermes d'élevage alimentent ce marché. On en compte au moins sept, réparties sur le territoire. Une grande majorité des macaques exportés aujourd'hui naît en captivité, bien que l'histoire de cette industrie soit également marquée par des captures dans la nature. Ces structures fonctionnent comme de véritables centres de production, répondant à une demande internationale en constante évolution.

Une fois dans les laboratoires, les macaques subissent différents protocoles expérimentaux. Selon les pratiques en vigueur, beaucoup d'entre eux sont euthanasiés à l'issue des tests afin de permettre des analyses approfondies.

Le commerce des macaques représente une activité lucrative pour Maurice. Sur le marché international, un seul animal peut atteindre des prix très élevés, notamment en raison de la forte demande post-pandémie. Ce secteur contribue ainsi de manière significative à l'économie, ce qui complexifie encore davantage le débat autour de son encadrement.

Deux visions s'opposent aujourd'hui. D'un côté, les partisans de cette pratique mettent en avant les progrès médicaux rendus possibles grâce à l'expérimentation animale, notamment dans le développement de vaccins et de traitements. De l'autre, les détracteurs dénoncent la souffrance infligée aux animaux et appellent à une transition vers des méthodes alternatives, sans recours aux primates.

Leptospirose : la série noire se poursuit avec un 5e décès

La leptospirose continue de provoquer des inquiétudes à Maurice, avec l'enregistrement d'un cinquième décès lié à cette maladie infectieuse. La victime est un homme d'une soixantaine d'années, jardinier de profession et habitant de Montagne-Blanche. Il avait été admis en soins intensifs à l'hôpital SAJ de Flacq, où il souffrait également de problèmes cardiaques.

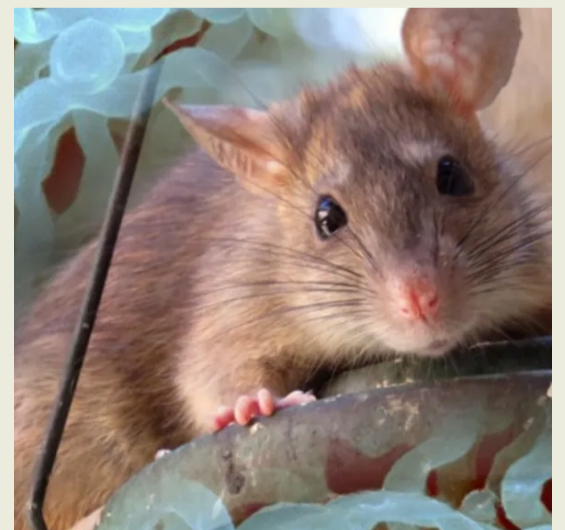
À savoir que le pays compte actuellement environ 20 cas actifs de leptospirose. Les autorités de

santé publique suivent la situation de près et appellent la population à la prudence, en particulier dans les zones exposées aux eaux stagnantes et aux fortes pluies. Le Dr Fazil Khodabocus, directeur par intérim des services de santé, insiste sur la nécessité de renforcer les mesures de prévention afin de limiter la propagation de la maladie.

La leptospirose est une infection bactérienne transmise principalement par l'urine de rats infectés. Le risque augmente notamment lors des périodes de pluie, lorsque

les sols et les eaux peuvent être contaminés. Les personnes travaillant en extérieur, comme les jardiniers ou les agriculteurs, sont particulièrement exposés.

Le ministère de la Santé recommande à toute personne présentant des symptômes tels que fièvre, fatigue, douleurs musculaires ou maux de gorge de consulter rapidement un centre médical. Il est également conseillé de signaler tout contact potentiel avec des rongeurs afin de faciliter le diagnostic et la prise en charge.



Corexsolar : résilier d'une main, attribuer de l'autre — la grande incohérence ?

Il y a des décisions publiques qui interrogent. Et puis il y a celles qui défient toute logique. Le dossier Corexsolar semble appartenir à cette seconde catégorie, où l'État donne l'impression troublante de naviguer à vue au risque de brouiller ses priorités stratégiques.

D'un côté, le ministre des Utilités publiques, Patrick Assirvaden, a évoqué ouvertement au Parlement, le 21 avril dernier, la possibilité de résilier les contrats liant le Central Electricity Board (CEB) à Corexsolar pour les projets Belle Vue 2 et Belle Vue 3, représentant une capacité totale de 60 MW. De l'autre, à peine quelques semaines plus tôt, le 30 mars 2026, le même CEB, sous la signature de son directeur général Shamshir Mukoon, attribuait à cette même entreprise un contrat de 3 386 250 dollars, incluant un « *contingency amount* » de Rs 30 millions.

Les raisons avancées pour justifier une éventuelle résiliation sont loin d'être anodines. Plus de trois ans après la signature des Power Purchase Agreements (PPA) en février 2023, les projets Belle Vue 2 et 3 n'ont enregistré aucune avancée significative. Aucun chantier lancé, aucun équipement installé, aucune production d'énergie enclenchée. Rien.

Les blocages sont multiples et bien documentés. Corexsolar n'a toujours pas obtenu les autorisations essentielles suivantes : Environmental Impact Assessment (EIA), Land Conversion Permit (LCP), Building and Land Use Permit (BLUP). Sans ces sésames administratifs, aucun financement ne peut être débloqué, aucun projet ne peut voir le jour.

Blocage foncier : le mur des « wayleaves »

Mais le véritable nœud du problème semble ailleurs : l'impossibilité d'obtenir les « *wayleaves* », ces droits de passage indispensables pour raccorder les installations au réseau électrique. En l'occurrence, des terrains appartenant à Novaterra, qui s'y oppose catégoriquement. Une impasse foncière, persistante, structurelle et, visiblement, insurmontable.

Le gouvernement invoque la complex-



ité du dossier, les contraintes techniques et les lenteurs administratives. Il rappelle également que Corexsolar a bénéficié d'une déclaration de force majeure, assortie d'une période de « *look and see* ». Mais cette période a expiré en octobre 2025 pour Belle Vue 2, et en avril 2026 pour Belle Vue 3 sans résultat tangible.

Autrement dit, la patience de l'État semble avoir atteint ses limites. Et la résiliation apparaît désormais comme une option crédible, voire inévitable. Mais c'est précisément là que le bât blesse. Car pendant que l'on prépare, en coulisses, une possible rupture contractuelle encadrée par une procédure stricte impliquant un « *notice of intended termination* » et un délai de 15 jours pour permettre au promoteur de se défendre, on continue, dans le même temps, à engager des fonds publics avec ce même promoteur.

Octroi d'un autre contrat

Le contrat de 3,3 millions de dollars, présenté comme un projet distinct, s'inscrit certes dans une logique différente : déploiement progressif, paiements

conditionnés à l'avancement, contrôles techniques rigoureux. Sur le papier, tout semble en ordre. Le modèle de paiement du CEB, avec 20 % d'avance et 60 % après validation technique, vise à protéger les finances publiques. Dans ce nouveau projet, la compagnie doit installer des panneaux photovoltaïques sur des bâtiments publics à Maurice et à Rodrigues, pour une capacité de 5 MW.

Au-delà des aspects contractuels, c'est la cohérence de l'action publique qui est en jeu. Il paraît contradictoire de reprocher à un opérateur son incapacité à mener à bien un projet de 60 MW, essentiel pour la transition énergétique, tout en lui confiant parallèlement de nouveaux projets, même de moindre envergure. Une telle situation peut créer une perception ambiguë chez les investisseurs, les partenaires internationaux et les citoyens.

Il convient toutefois de souligner que les conditions encadrant les deux projets diffèrent. Certains y verront une approche pragmatique consistant à diversifier les risques et à poursuivre la collaboration sur des projets plus

modestes, malgré l'échec d'un projet majeur.

Les enjeux financiers sont également importants. Corexsolar a déposé une garantie de développement d'environ Rs 210 millions. En cas de résiliation pour défaillance, cette somme pourrait être perçue par le CEB. En revanche, si la résiliation est due à un cas de force majeure, la garantie devrait être restituée. À cela s'ajoutent des pénalités déjà appliquées, d'un montant de Rs 60 millions.

Derrière les chiffres, l'enjeu principal demeure la transition énergétique nationale. Ce processus stratégique ne peut tolérer ni incohérence ni improvisation. Le projet initial de Corexsolar devait contribuer à réduire la dépendance aux énergies fossiles, à alléger la facture énergétique et à respecter les engagements climatiques. Toutefois, les conditions fixées par le CEB n'ont pas été respectées. Après trois années d'attente, une décision devait être prise. La compagnie n'a pas été exclue, ce qui constitue une différence par rapport aux pratiques antérieures.



Ala-lila : les chauffeurs pro-plateforme exigent d'être entendus par les autorités

● Les contestataires se mobilisent cette semaine devant la Cour suprême

Un mois après le lancement d'ala-lila powered by Uber, des chauffeurs de taxi utilisant la plateforme rompent le silence. Visibilité accrue, revenus en hausse, accès facilité à une clientèle élargie : leur expérience sur le terrain contraste avec le discours des opposants. Leur demande est claire : que les autorités les écoutent aussi.

« En ces temps difficiles, les courses tombent rapidement. Certains disent qu'ils n'ont même plus le temps de souffler, tellement il y a de demandes. » Ce témoignage résume l'expérience de dizaines de chauffeurs qui utilisent ala-lila depuis son lancement il y a un mois.

Alors que le débat public s'est largement concentré sur les oppositions à la plateforme, un collectif de chauffeurs souhaite faire entendre une autre réalité : celle du terrain, avec des revenus en hausse et une visibilité retrouvée.

« Beaucoup de ceux qui manifestent aujourd'hui contre ala-lila ont eux-mêmes travaillé avec la plateforme pendant le Covid. »



« Les autorités n'écoutent que ceux qui sont contre. Nous, nous travaillons avec la plateforme, nous voyons les résultats, et personne ne nous demande notre avis », déplore un chauffeur.

Leur constat est simple : le débat semble à sens unique. D'un côté, des opposants souvent plus âgés et moins à l'aise avec la technologie qui refusent la modernisation. De l'autre, des chauffeurs, issus aussi bien des villes que des villages, qui constatent concrètement plus de travail, plus de sécurité et plus de visibilité.

« Beaucoup de ceux qui manifestent contre ala-lila ont eux-mêmes travaillé avec la plateforme pendant le Covid, lorsque les hôtels étaient fermés. Maintenant que cela fonctionne, ils s'y opposent », souligne un autre chauffeur.

Logidis : 20 ans aux côtés des chauffeurs de taxi

Logidis n'est pas un nouvel acteur dans le secteur. L'entreprise travaille depuis près de 20 ans avec la communauté des chauffeurs de taxi à Maurice.

« Ce n'est pas Uber qui arrive de nulle part. C'est Logidis, qui nous connaît, qui nous respecte, et qui utilise la technologie d'Uber pour nous offrir davantage d'opportunités », explique un chauffeur. La plateforme a notamment permis à des chauffeurs des régions rurales qui dépendaient auparavant des appels téléphoniques ou du hasard d'accéder à une clientèle plus large. « Avant, j'attendais. Maintenant, je roule », résume l'un d'eux.

Les témoignages convergent. Plusieurs

chauffeurs affirment avoir vu leurs revenus augmenter significativement, certains évoquant même un doublement. « La demande est là. Les clients cherchent Uber. Nous sommes là pour y répondre. » Leur message aux autorités est direct : « Écoutez-nous aussi. Nous gagnons notre vie honnêtement. Nos revenus augmentent. Laissez-nous continuer. » Et à ceux qui hésitent encore : « Essayez, vous verrez par vous-mêmes. »

243 chauffeurs réclament la suspension de la plateforme

L'offensive judiciaire menée par 243 chauffeurs de taxi licenciés contre la plateforme Taxi by Ala-lila powered by Uber a franchi une nouvelle étape devant la Cour suprême. L'affaire, introduite par Vengidasamy Naick Ganeshen et ses co-plaignants, a été appelée en référé devant le juge Azam Neerooa.

Dans leur démarche, les plaignants contestent la légalité de plusieurs applications de transport, dont Ala-lila, qu'ils accusent d'opérer sans autorisation formelle. Ils demandent une suspension immédiate du service, en attendant que la Cour se prononce sur le fond du dossier. Selon eux, ces plateformes permettent de contourner les restrictions imposées aux taxis traditionnels, notamment en matière de zones d'opération, créant ainsi une concurrence qu'ils jugent déloyale.

Face à cette demande d'injonction interlocutoire, la société Logidis Ltd a sollicité un renvoi afin de pouvoir préparer et déposer un contre-affi-



davit. De son côté, la National Land Transport Authority (NLTA), également mise en cause dans cette affaire, a indiqué qu'elle fera appel aux services juridiques de l'État avant de préciser sa position.

Le litige repose en grande partie sur l'interprétation de la Road Traffic Act 1962, qui encadre les activités des taxis à Maurice. Les chauffeurs, en majorité actifs dans les hôtels, à l'aéroport et au port, craignent que l'essor des applications numériques ne fragilise davantage leur activité.

Pour sa part, Logidis défend la légalité de son modèle, affirmant qu'il s'agit d'une évolution technologique d'un système de réservation existant, désormais digitalisé, et conforme au cadre légal. L'affaire a été renvoyée au 6 mai, date à laquelle les contre-affidavits sont attendus. Cette échéance pourrait marquer un tournant dans ce bras de fer opposant modernisation du secteur et défense du modèle traditionnel.

Traite d'êtres humains : 26 cas répertoriés par la police durant les deux dernières années

Maurice a souvent été mis à l'index, surtout durant le règne de l'ancien régime, au sujet du trafic d'êtres humains, notamment dans les rapports du Département d'État américain. Après des rétrogradations en 2009, 2018, 2019 et 2023, Maurice a été promu en 2024 au « Tier 2 » (hors de la liste de surveillance), les États-Unis reconnaissant des efforts accrus de la part des autorités, bien que le pays ne respecte pas encore pleinement les normes minimales pour l'élimination de la traite.



Mardi dernier, la députée de Rivière des Anguilles/Souillac, Rubna Daureeawo, a soulevé la question au Parlement. Elle a interpellé le Premier ministre afin de connaître le nombre d'affaires signalées au cours des deux dernières années ainsi que le nombre de poursuites engagées à cet égard et leur issue. Elle a également demandé quelles mesures ont été prises ou envisagées pour combattre ce fléau, en précisant les mécanismes mis en place pour la protection des victimes.

Dans sa réponse, le Dr Navin Ramgoolam a indiqué que, pour la période allant du 1er janvier 2024 au 24 avril 2026, un total de 26 cas de traite d'êtres humains ont été signalés. Des poursuites ont été engagées dans quatre affaires, dont trois sont en cours et une a abouti à une condamnation. Les cas restants font l'objet d'enquêtes.

Avec l'augmentation du nombre de travailleurs étrangers dans le pays, le fléau de la traite des êtres humains représente un défi croissant que le gouvernement s'efforce de relever en renforçant les moyens d'application et en améliorant le cadre juridique et institutionnel, ainsi que les mesures préventives. Au niveau politique, le Plan d'action national 2022-2026 de lutte contre la traite des êtres humains est en cours de révision avec la collaboration de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Des amendements ont été apportés à la législation afin d'imposer des peines plus sévères aux auteurs et d'élargir les pouvoirs d'enquête de la police.



Les affaires de traite des êtres humains sont souvent complexes par nature et nécessitent un traitement attentif des victimes

2 138 étrangers arrêtés pour séjour illégal

- (i) La vigilance est maintenue à l'aéroport et au port par les agents de l'immigration grâce à des contrôles rigoureux. Environ 5 330 passagers se sont vu refuser l'entrée à Maurice au cours des deux dernières années pour non-respect des procédures d'entrée et suspicion d'intention irrégulière ou illégale ;
- (ii) Des opérations de répression continues sont menées par l'équipe de suivi du Bureau des passeports et de l'immigration pour rechercher les étrangers en situation irrégulière ou disparus, afin d'éviter qu'ils ne deviennent la proie des trafiquants. Depuis le 1er janvier 2026, environ 272 opérations ont été menées, au cours desquelles 2 138 étrangers ont été arrêtés pour séjour illégal ;

(iii) Une coordination renforcée est assurée avec les principales parties prenantes, y compris le ministère du Travail et des Relations industrielles, le bureau de l'Attorney General, l'unité de tracking de la police et le bureau de l'immigration, afin de détecter les cas de traite des êtres humains et de mener des campagnes de sensibilisation sur les risques et les indicateurs de ce phénomène ;

(iv) Le renforcement de la formation et des capacités des policiers se poursuit, avec notamment des modules dédiés dans les cours pour recrues, afin d'améliorer la détection, les enquêtes et les poursuites dans les affaires de traite. Les officiers bénéficient également de formations internationales dispensées par le Département d'État américain et l'OIM.

Protection des victimes

Des mécanismes complets ont été mis en place pour assurer la sécurité, les soins et la réadaptation des victimes. Il s'agit notamment de la mise à disposition d'abris pour les victimes des deux sexes, de l'accès à un soutien médical et psychologique, d'une assistance juridique et de dispositions pour l'éducation des mineurs lorsque les victimes sont accompagnées de leurs enfants. Les victimes bénéficient également de moyens de communication internationaux et, le cas échéant, sont rapatriées en toute sécurité dans leur pays d'origine.

Une procédure opérationnelle standard axée sur la victime a également été mise en œuvre en collaboration avec l'OIM,



et les principales parties prenantes ont été formées pour le signalement des cas ainsi que pour le soutien aux victimes. En outre, une collaboration étroite est maintenue avec les ONG qui gèrent des abris, avec des officiers de liaison de la police spécialisée, un suivi régulier et les mesures de protection nécessaires afin de garantir que les victimes sont protégées et qu'il n'y a aucun contact avec les auteurs présumés.

« Les affaires de traite des êtres humains sont souvent complexes par nature et nécessitent un traitement attentif des victimes afin de leur permettre de comparaître efficacement devant les tribunaux, ce qui est essentiel pour obtenir des condamnations. Le gouvernement reste pleinement déterminé à protéger les victimes et a mis en place des systèmes solides pour lutter contre ce phénomène », a conclu le Premier ministre.

Eid-ul-Adha 2026 : l'État encadre les prix du bétail pour protéger les consommateurs



À l'approche de l'Eid-ul-Adha 2026, le gouvernement entend garantir un accès équitable au bétail vivant à des prix justifiés. C'est ce qu'a affirmé le ministre du Logement et des Terres, Shakeel Mohamed, à l'issue d'une réunion du comité interministériel dédié à la préparation de cette fête religieuse.

La réunion, présidée par Shakeel Mohamed, a rassemblé plusieurs membres

du gouvernement impliqués dans la gestion de cet événement annuel. Parmi eux figuraient le ministre du Travail, Reza Uteem, le ministre du Transport, Osman Mahomed, le ministre du Commerce, Michael Sik Yuen, ainsi que le ministre de l'Industrie, des PME et des Coopératives, Aadil Ameer Meea.

Le ministre Shakeel Mohamed a souligné que le comité a été spécifiquement mandaté pour examiner les prix du bétail vivant en amont de l'Eid-ul-Adha. Il a qualifié les discussions de « fructueuses », précisant que plusieurs documents relatifs aux coûts opérationnels des éleveurs ont été analysés. Ces éléments incluent notamment

les dépenses liées à l'élevage, au transport et à la distribution, ainsi que les conditions actuelles du marché.

Le ministre a également mis en lumière une tendance à la hausse des prix observée ces dernières années. Selon lui, il est essentiel de déterminer si ces augmentations sont réellement justifiées ou si elles résultent de pratiques abusives.

« Notre objectif est de nous assurer que les prix proposés par les producteurs sont justifiés afin d'éviter toute forme de spéculation ou de tarification abusive », a déclaré le ministre. Il a insisté sur le fait que cette démarche s'inscrit dans la volonté du gouvernement

de protéger le pouvoir d'achat des consommateurs, en particulier dans un contexte où les dépenses liées aux fêtes religieuses peuvent être importantes pour les ménages.



Drame à Moka : un enfant de 4 ans meurt après une chute dans une piscine

Un tragique accident a profondément bouleversé le village de Moka hier après-midi. Aux alentours de 13 heures, un enfant âgé de seulement quatre ans a perdu la vie après être tombé dans une piscine, alors qu'il jouait à proximité.

Selon les premiers éléments recueillis, le drame se serait produit en quelques instants. L'enfant se trouvait dans la cour familiale lorsqu'il aurait échappé à la vigilance des adultes présents. C'est dans ces circonstances qu'il aurait chuté dans la piscine. Alertés, les proches ont immédiatement tenté de lui porter secours avant de le transporter en urgence vers une clinique de la région.

Malgré les efforts déployés pour le réanimer, le personnel médical n'a malheureusement pu que constater

le décès de l'enfant à son arrivée. La nouvelle a rapidement suscité une vive émotion au sein de la communauté locale, profondément choquée par ce drame.

La mère de l'enfant a consigné sa version des faits. Une enquête a été initiée afin de faire toute la lumière sur les circonstances exactes de cet accident. Les policiers devront notamment établir les conditions de sécurité autour de la piscine et déterminer comment l'enfant a pu s'y retrouver sans surveillance immédiate.

Ce drame rappelle une nouvelle fois les dangers que peuvent représenter les piscines, en particulier pour les jeunes enfants. En l'absence de dispositifs de sécurité adaptés ou d'une surveillance constante, les accidents peuvent survenir en quelques secondes.

Troisième cas suspect de Mpx : un étudiant placé en isolement à Candos

Un ressortissant nigérian âgé de 25 ans, étudiant à la Middlesex University, a été admis hier en isolement à l'hôpital de Candos. Il est suspecté d'avoir contracté le Mpx. Arrivé à Maurice le 23 avril, il fait actuellement l'objet d'un suivi médical étroit, tandis qu'une opération de contact tracing est en cours afin d'identifier les personnes avec lesquelles il aurait été en contact.

Ce cas suspect intervient alors que deux autres situations ont déjà été signalées récemment dans le pays. Le premier cas concerne un Mauricien d'une quarantaine d'années, récemment revenu de Madagascar. Le second cas implique un ressortissant français arrivé de Mayotte.

En cas de confirmation, une période d'isolement de deux à trois semaines



est généralement recommandée, jusqu'à disparition complète des symptômes. Les autorités rappellent également qu'un vaccin contre le Mpx est disponible à Maurice et pourrait être déployé en cas de besoin.

Cette maladie se transmet principalement par contact direct avec une personne infectée ou via des surfaces contaminées. Elle se manifeste notamment par des éruptions cutanées, de la fièvre, des douleurs musculaires ainsi qu'un gonflement des ganglions.

Dépénalisation du Cannabis : vers un tournant historique ? Un rapport clé attendu en juin

La réflexion autour d'une éventuelle réforme de la politique sur le cannabis a franchi une nouvelle étape. Un groupe de travail technique, mis en place par la National Agency for Drug Control (NADC), a entamé une série de consultations visant à évaluer, de manière structurée et fondée sur des données probantes, différentes approches en matière de réglementation du cannabis.

Les consultations ont été annoncées par le Chief Executive Officer de la NADC, Kunal Naik, lors d'une conférence de presse. Il a précisé que le rapport du groupe de travail devrait être finalisé d'ici la mi-juin 2026, avant d'être soumis à la National Drug Control Commission, présidée par le Premier ministre. Selon lui, le mandat du groupe consiste à examiner la faisabilité, les implications ainsi que les garanties nécessaires liées à d'éventuels modèles alternatifs de politique sur le cannabis. Parmi les pistes étudiées figurent notamment la dépénalisation et la décriminalisation, ainsi que les cadres juridiques associés. Il a insisté sur le fait que ce groupe a un rôle strictement technique et consultatif. Les décisions finales reviendront à la National Drug Control Commission et au gouvernement.



Un processus de consultation élargi

Dans le cadre de cette démarche, un forum national de consultation a été lancé pour une durée de deux semaines.



Des sessions plénières sont organisées jusqu'au 8 mai 2026 afin de permettre aux différentes parties prenantes d'exprimer leurs points de vue.

Un portail en ligne est également en cours de développement afin de recueillir les propositions et suggestions du public et des acteurs concernés. Par ailleurs, des consultations régionales et au niveau des districts sont prévues du 11 au 22 mai 2026, afin d'assurer une participation plus large et représentative. Cette approche vise à garantir une collecte d'informations diversifiée, reflétant les réalités et préoccupations des différentes composantes de la société mauricienne.

Donner la parole aux personnes concernées

Une attention particulière est accordée aux personnes directement concernées par la question du cannabis. Ainsi, des individus ayant une expérience vécue notamment des usagers actuels ou anciens, des patients utilisant le cannabis à des fins médicales ainsi que des familles affectées seront invités à participer à des groupes de discussion et à des entretiens confidentiels.

Kunal Naik a souligné l'importance de créer un environnement où chacun peut s'exprimer librement, sans crainte de stigmatisation. Il a insisté sur le caractère strictement confidentiel de ces échanges afin d'encourager une participation ouverte et sincère.

Une approche scientifique et inclusive

Le Chief Executive Officer de la NADC a également insisté sur le fait que le rapport final reposera sur des données fiables, des recherches établies et des expériences internationales. Des chercheurs et experts de divers horizons ont été mobilisés pour contribuer à cette analyse approfondie.

L'objectif est de produire des recommandations solides, susceptibles d'éclairer les décisions politiques à venir, tout en tenant compte des impacts sociaux et humains d'une éventuelle réforme.

En parallèle à ces consultations, la National Agency for Drug Control poursuit ses actions de prévention et de sensibilisation dans la lutte contre la drogue. Ces initiatives sont menées en collaboration avec plusieurs ministères, notamment ceux de l'Égalité des genres et du Bien-être familial, de l'Éducation et des Ressources humaines, ainsi que de la Jeunesse et des Sports.

Kunal Naik a rappelé l'importance de sensibiliser les jeunes aux dangers liés à la consommation de drogues, tout en soulignant la nécessité de recueillir leurs opinions sur ces questions. Selon lui, toute réforme durable devra impérativement intégrer la voix des nouvelles générations.

Cannabis en Afrique : la voie médicale plutôt que la légalisation totale

Sur le continent africain, la réforme du cannabis progresse, mais selon une trajectoire bien différente de celle observée en Europe ou en Amérique. Ici, l'approche dominante repose sur un encadrement strict orienté vers des usages médicaux et industriels, plutôt que sur une légalisation récréative. Des pays comme Lesotho, Zimbabwe ou encore Morocco ont ouvert la voie en autorisant la culture du cannabis sous licence pour des applications thérapeutiques ou économiques. Cette stratégie vise à attirer des in-

vestissements, structurer des filières agricoles et créer de nouvelles opportunités d'exportation, tout en gardant un contrôle rigoureux sur la production.

Dans ce contexte, l'usage récréatif reste largement prohibé. L'Afrique privilégie ainsi une approche pragmatique : exploiter le potentiel économique du cannabis sans en banaliser la consommation. Un équilibre délicat, qui pourrait inspirer des pays comme Maurice dans leur réflexion en cours.

DIMANCHE 03 AU 09 MAI 2026

Liberté de la presse : Maurice progresse, le monde recule dangereusement

● 90 % des crimes commis contre des journalistes restent impunis

Maurice confirme son statut d'exception relative dans un paysage mondial de plus en plus hostile à la liberté d'informer. Selon le dernier classement publié par Reporters sans frontières, le pays gagne neuf places et se hisse désormais au 61^e rang, avec un score en nette progression, passant de 67,31 à 70,92. Une performance qui traduit une amélioration concrète du climat médiatique local, alors même que, dans le reste du monde, les signaux sont au rouge.



Dans un contexte global marqué par des tensions géopolitiques, des conflits armés et une dérive autoritaire dans plusieurs régions, cette progression n'est pas anodine. Elle témoigne d'un environnement plus favorable pour les journalistes à Maurice, tant sur le plan sécuritaire que politique. Sans être irréprochable, le pays semble consolider les bases d'un espace médiatique relativement ouvert, où l'exercice du journalisme reste possible sans les entraves extrêmes observées ailleurs.

À l'échelle africaine, Maurice confirme son ancrage parmi les pays les mieux classés du continent. Il se positionne derrière des références comme l'Afrique du Sud (21^e), la Namibie (23^e), le Cap-Vert (40^e) et le Ghana (50^e), mais reste solidement installé dans le peloton de tête. Cette position reflète des avancées réelles, notamment en matière de sécurité des journalistes et de pluralisme de l'information.

Un monde sous pression : conflits et autoritarisme en toile de fond

Mais cette embellie locale contraste fortement avec la tendance mondiale. Toujours selon Reporters sans frontières, la dégradation de la liberté de la presse s'explique en grande partie par la multiplication des conflits armés et le durcissement des régimes politiques. Dans plusieurs zones de guerre, exercer le métier de journaliste relève désormais du péril quotidien. Des pays comme l'Irak (162^e), le

Soudan (161^e) ou encore le Yémen (164^e) illustrent cette réalité brutale. Les journalistes y évoluent dans des environnements instables, souvent sans protection, exposés à la violence directe, aux enlèvements ou aux assassinats. À Gaza, la situation atteint un niveau dramatique : plus de 220 journalistes ont été tués depuis octobre 2023, dont au moins 70 alors qu'ils exerçaient leur profession. Ces chiffres rappellent que l'information est devenue, dans certains contextes, une cible en soi.

Parallèlement, des régimes autoritaires continuent de verrouiller l'accès à l'information. La Chine (178^e), la Corée du Nord (179^e) et l'Érythrée (180^e) figurent parmi les pires élèves en matière de liberté de la presse. Dans ces pays, les médias indépendants sont inexistantes ou sévèrement contrôlés, et toute voix dissidente est systématiquement réduite au silence. La Russie (172^e) et l'Iran (177^e) s'inscrivent également dans cette logique de répression, où l'information est perçue comme une menace à contenir.

La criminalisation du journalisme : une dérive inquiétante

Au-delà des violences physiques et des conflits, une autre menace gagne du terrain : la criminalisation du journalisme. Plus insidieuse, elle repose sur l'utilisation détournée du droit pour restreindre la liberté d'informer. Selon RSF, l'indicateur légal se dégrade dans plus de 60 % des pays, soit 110 États sur 180. Des lois censées protéger la sécurité nationale ou lutter contre le terrorisme sont de plus en plus utilisées

pour poursuivre, intimider ou réduire au silence les journalistes.

Cette stratégie juridique marque une évolution préoccupante. Là où la censure était autrefois frontale, elle devient aujourd'hui plus subtile, s'appuyant sur des procédures judiciaires longues, coûteuses et dissuasives. Les journalistes ne sont plus seulement menacés physiquement : ils sont aussi fragilisés financièrement et psychologiquement. Les procédures-bâillons, connues sous l'acronyme SLAPP (Strategic Lawsuits Against Public Participation), illustrent parfaitement cette dérive. Elles visent à épuiser les journalistes par des actions en justice abusives, souvent sans réel fondement, mais suffisamment lourdes pour décourager toute enquête ou publication sensible. Ces pratiques, en expansion, touchent désormais aussi des démocraties réputées solides.

Des démocraties interpellées

Face à cette situation, les États démocratiques sont directement interpellés. Comme le souligne Antoine Bernard, directeur du plaidoyer et de l'assistance de RSF, le problème ne réside pas dans l'absence de cadre juridique, mais dans son détournement et dans un manque de volonté politique. Le droit international, bien que fragilisé, conserve encore un potentiel de protection. Encore faut-il que les États s'en saisissent pleinement.

Plusieurs leviers d'action sont identifiés. Il s'agit notamment de renforcer les poursuites pénales contre les auteurs de violences visant les journalistes,

d'imposer des sanctions individuelles contre les responsables de persécutions, et de soutenir des contentieux stratégiques pour défendre la liberté de la presse. La lutte contre les procédures-bâillons passe également par l'adoption de lois spécifiques, permettant un rejet rapide des plaintes abusives et la sanction de leurs initiateurs.

Autre priorité : le renforcement des mécanismes nationaux de protection. Dans de nombreux pays, ces dispositifs existent mais restent inefficaces, faute d'indépendance, de moyens financiers ou de coordination avec les autorités judiciaires. Leur réforme apparaît essentielle pour garantir une réponse rapide et crédible aux attaques contre les journalistes.

L'impunité, principal obstacle

Le constat est sans appel : près de 90 % des crimes commis contre des journalistes restent impunis. Cette impunité chronique constitue l'un des principaux freins à la liberté de la presse. Elle alimente un climat de peur et encourage la répétition des violences.

Des initiatives récentes montrent toutefois qu'un changement est possible. Depuis 2022, la justice ukrainienne a ouvert 127 enquêtes préliminaires concernant des crimes visant des journalistes. En Europe, certaines juridictions, ainsi que la Cour pénale internationale, ont commencé à qualifier des attaques contre des journalistes comme des crimes contre l'humanité. En avril 2026, Eurojust a même intégré, pour la première fois, ces crimes dans les travaux de son "Réseau Génocide".

Réforme judiciaire : Eddy Balancy à la tête de la Law Practitioners Complaints Commission

Cette instance va prendre encore quelques semaines pour entrer en fonction. C'est ce qu'a appris le député Farhad Aumeer au Parlement suite à une interpellation à l'Attorney General. « La loi est entrée en vigueur plus tôt en janvier et nous sommes absolument en retard, mais les questions administratives sont malheureusement à l'ordre du jour dans ce gouvernement et nous essayons par tous les moyens de respecter l'échéance. Nous n'avons pas pu le faire, mais j'espère que d'ici quatre semaines, la Commission des plaintes sera opérationnelle », a indiqué Me Gavin Glover, Senior Counsel.

Le Comité de nomination, composé de lui-même en tant qu'Attorney General, de Mes Antoine Domingue, Senior Counsel et président du Bar Council, de Dave Boolauky, président de la Law Society, et de Patrice Avrillon, président de la Chambre des notaires, a décidé de nommer l'ancien Chef-juge Marc France Eddy Balancy, GOSK, à la présidence de la Law Practitioners Complaints Commission. Il aura comme vice-président l'ancien juge Jacques Benjamin Gerard Marie Joseph, ainsi que Me Kritananda Naghee Reddy, ancien Assistant Solicitor General. Ils ont été contactés et ont répondu positivement à l'appel.

Une composition élargie

Les neuf autres membres nommés par

leurs conseils de l'ordre respectifs sont : pour les avocats, Mes Yusuf Hassam Aboobaker et Subhas Chandra Lallah, tous deux Senior Counsel, ainsi que Mme Varuna Roy Bunwaree ; pour la Chambre des notaires, Mes Patrice Avrillon, Bibi Swaleka Jagan et Koonavathi Gooriah ; et enfin pour la Law Society, Mes Bebakur Rampoortab et Ayesha Jeewa, tous deux Senior Attorney, ainsi que Me Navin Rama.

« Cependant, madame la présidente et les vice-présidents n'ont pas encore été nommés car il y a d'autres questions qui doivent être réglées avant que la Commission ne devienne pleinement opéra-



tionnelle », a expliqué l'Attorney General. Il précise que, suite à des discussions avec la Cheffe juge, un senior court officer sera désigné pour agir comme

secrétaire de la Commission. Son siège sera au Caudan, dans le bâtiment abritant les locaux du Mauritius International Arbitration Centre (MIAC).

Magistrature : nouvelle redistribution des juges à la Cour suprême dès le 4 mai

Une nouvelle vague de réaffectations vient redessiner la carte de la magistrature. Dans un communiqué publié le 28 avril 2026, le bureau de la Cheffe juge a officialisé une réorganisation des affectations judiciaires, effective à compter du lundi 4 mai 2026.

Plusieurs mouvements concernent les différentes divisions de la Cour suprême. Le juge Iqbal Maghooa quitte

la division criminelle pour siéger à la Cour suprême. La juge Gaytree Jugessur-Manna est, quant à elle, redéployée vers la Land Division, tandis que le juge Nicholas Oh San-Bellepeau effectue le chemin inverse en rejoignant la division familiale après son passage à la Land Division.

Dans le même élan, la juge Prameeta Goordyal-Chittoo est affectée à la division criminelle. Le juge Pravin

Harrah intégrera pour sa part la Main Division de la Cour suprême. Enfin, le juge Azam Neerooa rejoint la division commerciale, après avoir exercé au sein de la division principale. Cette réorganisation s'inscrit dans une volonté d'optimiser la répartition des compétences et d'assurer une meilleure efficacité dans le traitement des dossiers au sein des différentes juridictions.

Privy Council : la bataille des millions s'ouvre entre Jugnauth et Dayal

Les trois anciens élus de la circonscription n°8 (Moka/Quartier Militaire), à savoir Pravind Kumar Jugnauth, Leela Devi Dookun Luchoomun et Yogida Sawmynaden, ont saisi la Cour suprême afin d'obtenir l'autorisation d'inscrire une hypothèque judiciaire sur plusieurs biens appartenant à Suren Dayal.

Cette démarche intervient dans le prolongement direct du litige électoral à l'issue des élections générales de 2019, définitivement tranché en 2023 par le Judicial Committee of the Privy Council, qui avait rejeté l'appel de Suren Dayal et confirmé la validité de l'élection des trois candidats.

La demande vise à garantir le recouvrement d'une somme d'environ £94,914.22, soit approximativement Rs 4,5 millions. Ce montant correspond aux dépens ordonnés à la suite de la procédure électorale, confirmés à

l'issue des décisions judiciaires successives. En pratique, l'hypothèque judiciaire permettrait de sécuriser cette créance en grevant certains biens immobiliers du débiteur, afin d'assurer leur disponibilité en cas d'exécution forcée.

Six biens immobiliers concernés

Selon les éléments du dossier, la demande porte sur six actifs immobiliers appartenant à Surendra Dayal. Ils comprennent notamment, un local commercial, un appartement, ainsi que plusieurs terrains situés dans différentes régions du pays, dont Moka, Vacoas, Surinam et Mahébourg. Ces biens ont été identifiés comme pouvant servir de garantie au paiement des frais réclamés.

Suren Dayal s'oppose toutefois à cette démarche. Il conteste la validité



de la créance invoquée, soutenant qu'elle ne remplirait pas les conditions légales requises pour justifier une hypothèque judiciaire. L'affaire a été fixée pour être appelée le 11 mai

2026 devant la Cour suprême. Celle-ci devra décider si les biens identifiés peuvent être légalement exigés. Suren Dayal, est défendu par Me Kaviraj Bokhoree.

Vente aux enchères de biens saisis : la FCC récolte plus de Rs 33,4 millions en quatre jours

La Financial Crimes Commission (FCC) a franchi une étape importante dans la lutte contre la criminalité financière en organisant, du 27 au 30 avril 2026, sa toute première vente aux enchères publique de biens saisis. L'opération, qui s'est tenue au Réduit Triangle, a connu un vif succès, générant un montant total de plus de Rs 33,4 millions. Une partie des fonds collectés sera destinée à financer des projets de développement national.



Durant ces quatre jours, une grande diversité de biens issus de saisies a été proposée au public. L'inventaire comprenait 48 véhicules, sept bateaux, sept motocyclettes ainsi que cinq équipements de construction, dont deux bobcats et deux camions. Cette première édition constitue ainsi une étape significative dans le renforcement des mécanismes de récupération des produits du crime à Maurice.

Dès le lundi 27 avril, jour d'ouverture de la vente, l'événement a attiré une foule nombreuse. Organisée chaque matin de 10 heures à 13 h 30, la vente s'est déroulée sous la supervision d'un commissaire-priseur indépendant, garantissant la régularité des procédures. L'intérêt du public s'est rapidement traduit par des résultats concrets, avec 24 des 25 véhicules proposés trouvant preneur dès la première journée. Les recettes générées à ce stade s'élevaient à environ Rs 17 millions, confirmant l'attrait de cette opération.

Une dynamique maintenue malgré la météo

La deuxième journée, le mardi 28 avril, s'est déroulée sous la pluie, sans pour autant freiner la mobilisation. Plusieurs milliers de personnes ont de nouveau fait le déplacement, témoignant de l'intérêt persistant pour cette vente aux enchères. Les transactions se sont poursuivies de manière fluide et organisée, aboutissant à la vente de 23 véhicules sur 24. Un acquéreur s'étant désisté, une seule unité n'a pas été attribuée. Les recettes de cette journée sont estimées à environ Rs 4,7 millions. Certains véhicules proposés, parfois



anciens, provenaient de saisies effectuées par la police et ont pu être mis en vente grâce à l'évolution récente de la législation.

ambiance ordonnée et conviviale. Les procédures administratives ont été menées sous la supervision des équipes de la FCC et du commissaire-priseur, assurant la conformité de l'ensemble du processus. La dernière journée, le jeudi 30 avril, a permis de finaliser l'opération avec la mise en vente de nouvelles catégories de biens, notamment des bateaux, des motocyclettes et des équipements de construction. Quatre véhicules supplémentaires, de marques Audi, BMW, Ford et Jaguar, ont également été proposés, de même qu'un bateau amarré au Caudan, à Port-Louis.

Un signal fort dans la lutte contre la criminalité

Au-delà des résultats financiers, cette vente aux enchères revêt une portée symbolique importante. Elle illustre la détermination des autorités à priver les réseaux criminels des bénéfices tirés de leurs activités. Selon Gomtee Kullottee-Dabeesing, Acting Director de l'Asset Recovery and Management Division de la FCC, cette initiative envoie un message clair : les biens issus de produits suspectés du crime ne resteront pas entre les mains des contrevenants.

La réussite de cette première édition repose également sur la collaboration de plusieurs institutions. La FCC a salué le soutien de la force policière, notamment du Commissaire de Police, ainsi que celui de la police de Moka, de la Towing Unit, de la National Coast Guard et de la Special Support Unit. Leur contribution a permis d'assurer le maintien de l'ordre public et le bon déroulement des opérations dans un climat discipliné.

L'engouement observé lors des ventes avait déjà été perceptible la veille, lors de la journée portes ouvertes organisée le dimanche 26 avril. Entre 5 000 et 6 000 visiteurs s'étaient rendus sur place pour découvrir les biens proposés et échanger avec les officiers présents. Face à cette affluence importante, des dispositions logistiques spécifiques avaient été mises en place afin de canaliser les flux et garantir le bon déroulement de l'événement. Cette préparation a contribué à instaurer un cadre structuré et sécurisé tout au long des quatre jours.

Remise des biens et dernière journée de vente

Le mercredi 29 avril a été consacré à la remise des biens aux acquéreurs, une étape qui s'est déroulée dans une

DIMANCHE 03 AU 09 MAI 2026

Autisme : 13 000 vies en jeu, un nouveau centre à Flacq pour changer la donne

● L'État accélère la prise en charge de l'autisme dans le pays

Un pas concret vers une meilleure prise en charge. À l'occasion de la World Autism Awareness Day 2026, le gouvernement a annoncé la mise en place d'un nouveau centre de jour spécialisé dans l'autisme à Flacq. Une initiative qui s'inscrit dans une dynamique plus large de transformation de la politique de santé publique, avec pour ambition de renforcer le dépistage précoce, l'accompagnement des familles et l'inclusion des personnes vivant avec un trouble du spectre de l'autisme (TSA).

C'est le ministre de la Santé et du Bien-être, Anil Kumar Bachoo, qui a officialisé cette annonce lors d'une cérémonie tenue au Brown Seaward Mental Health Care Centre. À ses côtés, la Junior Minister Anishta Babooram a insisté sur la nécessité d'intensifier les efforts, face à une condition encore trop souvent mal comprise et insuffisamment détectée.

Selon les estimations du ministère, près de 13 000 personnes à Maurice vivent aujourd'hui avec un TSA. Un chiffre qui, au-delà de sa portée statistique, traduit une réalité humaine encore largement



sous-estimée. Dans son discours, Anil Kumar Bachoo a rappelé que la prise en charge de l'autisme constitue une priorité nationale. « Chaque enfant est unique. Chaque vie a de la valeur », a-t-il déclaré, reprenant l'esprit du thème de cette année "Autism and Humanity Every Life Has Value". Une vision qui met l'accent sur la dignité, les droits fondamentaux et l'inclusion des personnes autistes dans toutes les sphères de la société.

Flacq, premier maillon d'un réseau national

Le futur centre de Flacq ne se limitera pas à une simple structure d'accueil. Il est conçu comme un véritable pôle intégré, capable de proposer une prise en charge globale et spécialisée. Diagnostic précoce, suivi psychologique et comportemental, accompagnement éducatif adapté et soutien aux parents : l'objectif est d'intervenir le plus tôt possible

afin d'optimiser le développement des enfants concernés.

Cette approche multidisciplinaire vise à combler un manque longtemps décrié par les professionnels et les familles. Elle s'inscrit aussi dans une stratégie plus ambitieuse : celle de structurer un



réseau national de centres spécialisés. Dans cette optique, le ministre a d'ailleurs annoncé la création prochaine d'un second centre dans le Sud, confirmant une volonté d'élargir progressivement l'accès aux services sur l'ensemble du territoire.

Sensibiliser pour mieux agir

Au-delà des infrastructures, les autorités entendent renforcer la sensibilisation du public. Une campagne nationale a été lancée à cette occasion, avec la diffusion d'affiches et de dépliants destinés à informer sur les signes précoces de l'autisme.

Le message est clair : une détection rapide peut changer le cours d'une vie. Retard de langage, difficulté à établir un contact visuel, comportements répétitifs ou tendance à l'isolement social figurent parmi les principaux signaux d'alerte. Mieux informés, parents, enseignants et aidants seront en mesure d'orienter plus rapidement les enfants vers des structures adaptées.

Conscient des limites des ressources publiques, le gouvernement lance également un appel à une collaboration renforcée avec le secteur privé. L'enjeu est de mobiliser davantage de moyens, d'accélérer le développement d'infrastructures spécialisées et d'améliorer la qualité des services offerts. Ce modèle partenarial pourrait marquer un tournant dans la prise en charge des troubles neurodéveloppementaux, en combinant expertise publique et capacités d'investissement privé.

Des avancées concrètes qui changent vraiment les parcours de vie

La médecine ne « guérit » pas l'autisme, mais elle progresse à grands pas pour mieux comprendre, détecter et accompagner les personnes concernées. Aujourd'hui, le trouble du spectre de l'autisme (TSA) peut être repéré beaucoup plus tôt qu'auparavant, parfois dès 18 mois. Ce diagnostic précoce est essentiel, car il permet de mettre en place rapidement des interventions adaptées, avec des résultats souvent significatifs sur le développement de l'enfant.

Les recherches en génétique et

en neurosciences ont aussi permis d'identifier certains mécanismes liés au fonctionnement du cerveau autiste. Cette meilleure compréhension favorise une prise en charge personnalisée, car aucun profil n'est identique. Dans la pratique, les thérapies comportementales et éducatives restent les plus efficaces : elles aident les enfants à développer leur communication, leur autonomie et leurs interactions sociales.

Par ailleurs, les nouvelles technologies ouvrent des perspec-

tives prometteuses. Applications éducatives, outils visuels, réalité virtuelle ou robots interactifs viennent compléter les méthodes classiques et rendent les apprentissages plus accessibles.

Enfin, certains traitements médicaux permettent de soulager des troubles associés comme l'anxiété ou les problèmes de sommeil. L'enjeu n'est plus de « corriger » l'autisme, mais de donner à chacun les moyens de progresser, de s'épanouir et de trouver sa place dans la société.



DIMANCHE 03 AU 09 MAI 2026

Transition énergétique : le pari gagnant du solaire à domicile

Hausse des prix, dépendance énergétique, pression sur les ménages : face à ces défis, le solaire s'impose progressivement comme une alternative crédible à Maurice. L'expérience de Vinesh Kuneé montre que la transition énergétique n'est plus une projection, mais une réalité.

Une autonomie énergétique devenue réalité

Cette année marque neuf ans depuis que Vinesh Kuneé, habitant de Mahébourg, a installé des panneaux photovoltaïques sur le toit de sa maison. Un choix qu'il décrit aujourd'hui comme déterminant dans sa gestion énergétique et financière. Beaucoup de proches me disaient que c'était du gaspillage, mais j'ai choisi d'investir », confie-t-il. L'installation, d'un coût initial d'environ Rs 225 000, lui a également permis de bénéficier d'un remboursement partiel de la Mauritius Revenue Authority estimé entre Rs 25 000 et Rs 30 000 dans le cadre des dispositifs de soutien à la transition énergétique.

« Pendant neuf ans, je n'ai pas payé de facture d'électricité à la Central Electricity Board pour ma consommation », explique-t-il. En pratique, il ne règle que des frais de location liés au système, tandis que sa production solaire couvre l'ensemble de ses besoins domestiques. Dans un contexte où les coûts de l'électricité peuvent être influencés par les marchés internationaux de l'énergie, notamment le pétrole et le gaz, cette autonomie partielle représente un avantage significatif.

Un investissement rentabilisé au quotidien

Au-delà des économies réalisées, Vinesh Kuneé affirme avoir optimisé son usage énergétique. Son foyer comprend notamment six climatiseurs et deux vélos électriques en recharge régulière. Malgré cette consommation importante, il maintient un bilan énergétique positif.

« J'ai encore du crédit. Mon compteur est en surplus », affirme-t-il, en référence au mécanisme de compensation avec le réseau électrique.

En effet, l'électricité non consommée est réinjectée, générant un crédit énergétique. Pour lui, ce surplus s'accumule progressivement et renforce la rentabilité du système. Cette logique



transforme profondément la relation des ménages à l'énergie, passant d'un rôle de consommateur passif à celui de micro-producteur.

Eau, climat et résilience au quotidien

Au-delà de l'énergie solaire, Vinesh Kuneé a également adopté d'autres pratiques durables. Depuis environ six mois, il utilise un système de récupération des eaux de pluie. « J'utilise le rainwater harvesting au quotidien. J'encourage les Mauriciens à faire de même », indique-t-il. Il affirme ainsi ne plus dépendre de la CWA pour certains usages domestiques, grâce à cette approche.



Son engagement environnemental s'étend également à l'agriculture domestique. Il cultive des fruits et légumes directement sur sa propriété, y compris sous ses panneaux solaires. Cette approche intégrée combine énergie, eau et alimentation dans une logique d'autonomie progressive.



Un appel à la transition énergétique

Fort de son expérience, il encourage les particuliers à investir dans les énergies renouvelables. « Il faut investir dans la

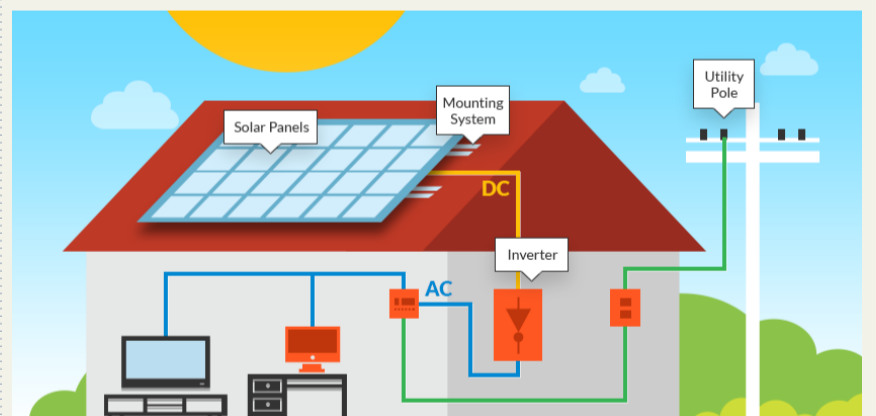
green energy », insiste-t-il, estimant que les bénéfices sont à la fois économiques et environnementaux.

Il reconnaît toutefois que certaines personnes restent hésitantes, souvent par manque d'information ou par prudence face à l'investissement initial. Mais selon lui, les résultats observés sur le long terme sont convaincants.

Vers une nouvelle culture énergétique

Ce type d'initiative individuelle met en lumière une évolution progressive des habitudes énergétiques à Maurice. Entre politiques publiques incitatives, innovations technologiques et changements de comportement, la transition vers les énergies renouvelables semble s'accélérer.

Au-delà des chiffres et des stratégies nationales, ce sont des expériences concrètes comme celle de Vinesh Kuneé qui illustrent le potentiel d'un modèle énergétique plus autonome, plus durable et plus résilient face aux incertitudes économiques et climatiques mondiales.



CEB Solar Photovoltaic Scheme (Households) 2026

La Central Electricity Board a lancé en avril 2026 un nouveau dispositif destiné à accélérer l'adoption de l'énergie solaire dans les foyers mauriciens. Le CEB Solar Photovoltaic Scheme (Households) 2026 remplace et fusionne les anciens programmes de net metering et de subventions solaires, dans le cadre de la stratégie gouvernementale 2025-2029 visant à renforcer la transition énergétique.

À partir du 15 avril 2026, seuls les systèmes solaires hybrides équipés de batteries de stockage seront éligibles. L'objectif est de permettre aux

ménages de gagner en autonomie énergétique, notamment en couvrant une partie de leur consommation en soirée grâce à l'énergie stockée. La capacité maximale est fixée à 10 kW, avec une injection limitée à 50 % vers le réseau.

Le programme propose deux modes de facturation : le gross-metering, où l'électricité injectée est rémunérée à 4,20 Rs/kWh, et le net-metering, qui permet de compenser la consommation avec la production. Les surplus sont crédités à 3 Rs/kWh. Des charges et contributions peuvent s'appliquer selon la consommation.

DIMANCHE 03 AU 09 MAI 2026

Ras Natty Baby : une ultime vibration entre larmes et musique à Petite Rivière

Une foule dense, recueillie et profondément marquée s'est réunie le vendredi 1er mai à l'église St-Cœur-de-Marie de Petite Rivière pour accompagner Ras Natty Baby vers sa dernière demeure. Figure incontournable du seggae, l'artiste laisse derrière lui bien plus que des chansons : une voix, une conscience, un héritage.

Dès les premières heures, proches, artistes et admirateurs ont convergé vers l'église, unis dans le chagrin mais aussi dans la gratitude. L'atmosphère, lourde de silence et de respect, a été ponctuée par des notes de musique, comme un dernier clin d'œil à celui qui a tant donné à la scène mauricienne.

Famille et amis, visiblement éprouvés, ont reçu le soutien d'une population venue en nombre. Certains, les yeux embués, murmuraient ses paroles, d'autres laissaient parler le silence. Tous partageaient ce sentiment d'avoir perdu une voix authentique, un homme proche du peuple.

Un hommage spirituel et solennel

Lors de la cérémonie, l'évêque de Port-Louis, Jean Michaël Durhône, a rendu un hommage appuyé à l'artiste disparu. Il a salué un homme dont la musique a su toucher les consciences et éveiller les esprits.

Dans une allocution empreinte de profondeur, il a rappelé que Ras Natty Baby n'était pas seulement un chanteur, mais aussi un témoin des réalités humaines. Entre joies, combats et blessures, son parcours reflétait celui de nombreux Mauriciens.

L'évêque a également insisté sur le message d'espérance porté par la foi, invitant l'assemblée à garder en mémoire la lumière que l'artiste a semée à travers ses œuvres. Dans un moment de prière intense, il a confié son âme à la miséricorde divine, appelant au réconfort pour ses proches.

Une empreinte indélébile dans le seggae

De son vrai nom Joseph Nicolas Émilien, Ras Natty Baby s'est imposé comme une figure majeure du seggae, ce courant musical né de la fusion entre le séga



mauricien et le reggae engagé. À travers ses textes, il dénonçait les injustices, parlait d'amour, de lutte et d'espoir. Sa musique, profondément enracinée dans les réalités sociales, a traversé les générations. Pour beaucoup, il incarnait cette capacité rare à transformer les douleurs du quotidien en mélodies porteuses de sens.

Un héritage qui continue de résonner

Si sa disparition laisse un vide immense, son œuvre, elle, demeure bien vivante. Dans les rues, dans les cœurs et sur les scènes, ses chansons continueront d'accompagner ceux qui cherchent à comprendre, à résister, à espérer.

Ras Natty Baby s'en est allé, mais sa voix ne s'éteint pas. Elle résonne encore, comme un écho puissant d'une vie dédiée à la musique et à la vérité



DIMANCHE 03 AU 09 MAI 2026

Héros de l'ombre : ces experts du laboratoire qui font parler les diagnostics

Ils sont rarement visibles, mais leur contribution est déterminante. À l'occasion de la Semaine nationale du laboratoire médical, célébrée du 12 au 18 avril 2026, C-Lab du groupe C-Care a tenu à mettre en lumière ses professionnels de laboratoire.

Chaque jour, ces technologistes, techniciens et scientifiques réalisent des analyses indispensables à la détection des maladies et au suivi des patients. Derrière chaque prise de sang ou test médical, un travail rigoureux est effectué en laboratoire, conditionnant directement les décisions des médecins.

Les laboratoires jouent un rôle central dans le parcours de soins. Une grande majorité des diagnostics médicaux repose sur des résultats issus d'analyses biologiques. La précision de ces résultats est donc essentielle. Au sein de C-Lab, les équipes évoluent dans un environnement exigeant, où la rigueur scientifique et le respect des protocoles sont primordiaux. Leur travail permet non seulement d'identifier des pathologies, mais aussi de suivre l'efficacité des traitements.

Un hommage appuyé aux équipes

À travers cette semaine, C-Lab du groupe C-Care a rendu hommage à ses collaborateurs en mettant en place plusieurs initiatives internes. L'objectif : reconnaître leur engagement quotidien et valoriser un métier souvent exercé dans l'ombre.

Ces actions ont également permis de sensibiliser davantage les patients et le grand public à l'importance du rôle des laboratoires dans le système de santé.

« La Semaine nationale du laboratoire médical est une occasion précieuse de reconnaître la contribution exceptionnelle de nos équipes. Derrière chaque résultat se trouvent des professionnels rigoureux et passionnés, dont le travail est essentiel aux décisions médicales et au parcours de soins des patients. Cette semaine est dédiée à célébrer leur expertise et leur impact », affirme Tina Sharma, Chief Executive Officer de C-Lab.



Susciter des vocations et préparer l'avenir

Au-delà de la reconnaissance, cette semaine vise aussi à attirer de nouveaux talents. C-Lab a ainsi accueilli des étudiants de la Polytechnic Faculty of Nursing pour leur faire découvrir les réalités du métier et a organisé des discussions éducatives avec des étudiants de l'Université de Maurice et de la West Coast School.

Ces échanges ont permis de mieux comprendre les compétences requises et les perspectives offertes par le secteur, en pleine évolution avec l'intégration des nouvelles technologies.

« Cette initiative renforce les liens entre le monde académique et l'industrie, en offrant à nos étudiants une exposition précieuse ainsi qu'une meilleure compréhension des réalités professionnelles, tout en renforçant leur préparation aux carrières dans les domaines des sciences et de la santé », a déclaré la doyenne de la Faculté des sciences, P. Nunkoo-Gonpot.

Des piliers essentiels du système de santé

À travers cette initiative, C-Care rappelle que les professionnels de laboratoire sont des piliers du système de santé. Leur expertise, bien que discrète, est indispensable à la qualité des soins et à la sécurité des patients. Pour Akshay Ram-

churrin, Head of Human Resources de C-Lab, il est fondamental de reconnaître et de valoriser les équipes, dont le rôle est au cœur de la mission de soins. « La Medical Laboratory Professionals Week nous permet non seulement de les remercier, mais aussi de renforcer le sentiment d'appartenance et de fierté au sein de nos équipes », affirme-t-il.

Voici quelques avancées majeures qui transforment les laboratoires cliniques en 2026 :

1. Intelligence artificielle clinique avancée

L'IA ne se limite plus à analyser des résultats : elle participe activement au diagnostic, propose des interprétations et automatise les tâches administratives (prescriptions, rapports, tri des données).

2. Génomique et médecine de précision

Le séquençage ADN devient plus rapide et accessible, permettant d'adapter les traitements à chaque patient, notamment en oncologie grâce aux biopsies liquides.

3. Multi-omique intégrée

La combinaison de la génomique, protéomique et métabolomique offre une vision globale de la santé, améliorant la détection précoce des maladies.

4. Automatisation des laboratoires

Robots, PCR automatisés et flux optimisés réduisent les erreurs humaines et accélèrent les délais de résultats.

5. Diagnostics à domicile

Objets connectés et tests à distance permettent aux patients de générer des données médicales en temps réel, intégrées ensuite aux systèmes cliniques.

6. Partenariats avec la recherche pharmaceutique

Les laboratoires jouent un rôle clé dans les essais cliniques, l'identification des patients et le développement de traitements personnalisés.

7. Nouvelles thérapies métaboliques (GLP-1)

Ces traitements révolutionnent la prise en charge du diabète et de l'obésité, tout en ouvrant de nouvelles opportunités pour le suivi biologique.



DIMANCHE 03 AU 09 MAI 2026

Solidarité en action : Milène Abdoolkader mobilise la jeunesse universitaire

À l'occasion des 19 ans d'existence de l'Association Elles C Nous, sa présidente et fondatrice, Milène Abdoolkader, dresse un bilan résolument positif de ses actions sociales tout en lançant un appel fort aux jeunes universitaires pour rejoindre l'aventure du bénévolat. Entre réalisations concrètes auprès des enfants et projets d'avenir ambitieux, l'ONG poursuit avec détermination sa mission d'inclusion sociale et de transformation communautaire.

Depuis près de deux décennies, l'Association Elles C Nous s'est imposée comme un acteur incontournable du travail social dans la région. Née d'une volonté sincère d'aider les enfants issus de milieux défavorisés, elle accompagne aujourd'hui près de 90 enfants à travers plusieurs régions, notamment Port-Louis et Beau-Bassin/Rose-Hill.



Mais au-delà des chiffres, c'est une véritable aventure humaine qui s'écrit au quotidien. L'approche de l'association se veut globale : elle ne se limite pas à l'éducation académique, mais englobe également le soutien psychologique, les activités culturelles et l'accompagnement familial. Une vision holistique qui vise à offrir aux enfants un cadre stable et des repères solides.



Un parcours guidé par la conviction

À la tête de cette initiative, Milène Abdoolkader incarne un engagement profond et constant. Forte de plus de 30 ans d'expérience dans le domaine social, elle a débuté très jeune dans des structures communautaires avant de franchir le pas en fondant sa propre association.

Son parcours est marqué par une conviction simple mais puissante : chaque enfant, peu importe son origine sociale, mérite les mêmes chances de réussir. Pour elle, l'éducation reste le levier principal de cette égalité des chances, mais elle insiste aussi sur l'importance de l'encadrement humain et du soutien moral.

Des résultats qui parlent d'eux-mêmes

Au fil des années, l'association a connu une évolution remarquable. Partie avec une quinzaine d'enfants, elle a progressivement étendu son champ d'action pour toucher aujourd'hui des dizaines de bénéficiaires.

Les résultats sont concrets et visibles. Milène Abdoolkader évoque avec fierté le parcours de ces enfants devenus adultes : certains sont aujourd'hui parents à leur tour, d'autres ont poursuivi leurs études à l'étranger, tandis que plusieurs occupent des postes à responsa-



bilité dans la société. « C'est cela, ma réussite : voir mes enfants sortir d'ici, grandir et réussir leur parcours », confie-t-elle avec émotion.

L'éducation comme levier d'égalité

Elle insiste sur une réalité souvent oubliée : ces enfants possèdent une richesse fondamentale, leur intelligence et leur potentiel. Leur origine modeste ne doit en aucun cas constituer un frein. « Nous sommes là pour les accompagner. Garantir l'accès à l'éducation, c'est offrir à chaque enfant les mêmes chances de réussite. Nous aspirons à ce que tous pu-

issent bénéficier des mêmes opportunités éducatives, sans distinction », souligne-t-elle. Un message fort qui résonne dans un contexte où les inégalités sociales restent un défi majeur.

Cap sur la formation et l'emploi

Mais l'ambition de l'association ne s'arrête pas là. Avec une équipe d'environ 60 membres, composée de dirigeants, de personnel et de bénévoles, Elles C Nous continue de se structurer et de se projeter vers l'avenir.

Parmi les projets phares à venir, la formation aux métiers occupe une place centrale. Consciente que l'insertion professionnelle représente un enjeu crucial pour les jeunes, Milène Abdoolkader souhaite développer des programmes de formation qualifiants, en adéquation avec les réalités du marché du travail.

L'objectif est clair : doter les jeunes de compétences concrètes et leur ouvrir de nouvelles perspectives d'emploi.

Un appel direct à la jeunesse

Dans cette dynamique, la présidente lance un appel direct à la jeunesse, en particulier aux étudiants universitaires. Elle les invite à s'engager activement dans le bénévolat, non seulement pour soutenir les actions de l'association, mais aussi pour participer à un projet de société.

Selon elle, les jeunes représentent une force vive essentielle. Leur énergie, leur créativité et leur sensibilité peuvent faire une réelle différence dans l'accompagnement des enfants, que ce soit dans le soutien scolaire, l'animation d'activités ou l'encadrement quotidien.

Milène Abdoolkader met en garde contre les défis sociaux croissants, notamment la prolifération de la drogue, qui fragilise une partie de la jeunesse. Elle insiste sur l'urgence de renforcer les repères et les valeurs chez les jeunes générations.

« Nos jeunes sont particulièrement vulnérables et nécessitent des repères solides pour les aider à construire leur avenir », rappelle-t-elle.

À travers son engagement et celui de son équipe, l'Association Elles C Nous démontre qu'un autre avenir est possible, fondé sur la solidarité, l'éducation et l'action collective. Un appel qui, aujourd'hui plus que jamais, mérite d'être entendu.

Para-athlétisme : Brandy Perrine, une ascension forgée dans la résilience

Triple médaillée d'or au World Para Athletics Grand Prix de Rabat 2026, Brandy Perrine s'impose comme l'une des figures majeures du para-athlétisme mauricien. Derrière ses performances, un parcours marqué par les obstacles, la persévérance et une détermination sans faille à atteindre l'élite mondiale.



«
Quelles que soient les difficultés, il faut croire en soi et rester motivé. La vie est un défi, mais rien n'est impossible »

À Rabat, Brandy Perrine a marqué les esprits. Engagée en catégorie T54, l'athlète mauricienne a remporté trois médailles d'or sur 100 mètres, 400 mètres et 800 mètres. Un triplé significatif qui confirme sa montée en puissance sur la scène internationale et consolide sa place parmi les meilleures spécialistes en fauteuil roulant.



Cette performance n'est pas le fruit du hasard. Elle s'inscrit dans un processus long, fait de travail, d'ajustements et de résilience. Déjà récompensée à trois reprises aux National Sports Awards dans la catégorie Best Handisports (Female), Brandy Perrine incarne aujourd'hui une référence du para-athlétisme à Maurice.

Des débuts marqués par les contraintes

Née avec une malformation congénitale un Bilateral Popliteal Pterygium entraînant une limitation importante des genoux Brandy Perrine grandit à Plaisance, à Rose-Hill, dans un environnement modeste. Très tôt, elle doit composer avec des défis liés à l'accessibilité.

Son parcours scolaire en témoigne. « J'ai redoublé la sixième à deux reprises, notamment en raison du manque d'infrastructures adaptées dans les établissements secondaires », lance-t-elle. Elle poursuit ensuite sa scolarité entre Aimée Césaire, la Fraternité Mauricienne pour les Malades et les Handicapés (FFMH), avant de terminer au collège St. Andrews jusqu'en Grade 11. Malgré ces obstacles, elle bénéficie d'un soutien familial déterminant, en particulier celui de sa mère, qui joue un rôle clé dans son parcours.

La rencontre avec le sport, un tournant

Le sport entre dans sa vie presque par hasard. Lors d'une journée familiale organisée à l'église Sainte-Anne, elle rencontre une personne qui l'initie à la pratique sportive. Avant de se consacrer pleinement au para-athlétisme, elle explore plusieurs disciplines, dont le tennis en fauteuil roulant.

Mais c'est sur une piste d'athlétisme que tout bascule. « En voyant des athlètes courir, j'ai tout de suite été intéressée », confie-t-elle. Elle débute l'entraînement entre 15 et 16 ans, vers la fin de l'année 2014.

Les débuts sont difficiles. Il faut apprivoiser le fauteuil de course, maîtriser la posture, comprendre les techniques et gérer la douleur. « Au début, c'était compliqué », reconnaît-elle. Mais rapidement, la discipline devient une passion.

Une progression construite dans l'adversité

Le parcours de Brandy Perrine est jalonné d'obstacles. Au-delà des exigences sportives, elle doit faire face à des difficultés administratives et à un manque de moyens techniques.

« Mon fauteuil de course n'est pas adapté à mon handicap », souligne-t-elle. Elle évoque également le manque de suivi professionnel, notamment en matière de réglages et d'encadrement technique. Malgré cela, elle poursuit sa progression avec détermination. Sa motivation repose sur une conviction simple : relever les défis et repousser ses limites.

Ses résultats témoignent de cette persévérance. Elle figure pendant trois années consécutives dans le top 10 mondial, remporte deux médailles d'or aux Jeux des Îles sur 1500 mètres, participe à cinq Championnats du monde et prend part à trois éditions des Jeux paralympiques.

Une montée en puissance sur la scène internationale

Depuis ses débuts aux Jeux paralympiques de Rio en 2016, où elle découvre le très haut niveau, Brandy Perrine n'a cessé de progresser. À Londres en 2017, puis à Dubaï en 2019, elle accumule de l'expérience face à l'élite mondiale. Aux Jeux de Tokyo 2020, elle franchit un cap en

atteignant les finales du 100 mètres et du 400 mètres. Une performance qui la rapproche du podium international.

La confirmation arrive à Paris 2024, où elle se hisse en finale du 100 mètres T54, terminant parmi les huit meilleures mondiales. Une étape clé dans sa carrière. Son triplé à Rabat vient ainsi consacrer cette progression, illustrant sa capacité à performer sur plusieurs distances et à rivaliser avec les meilleures.

Des ambitions toujours plus élevées

Malgré son parcours déjà remarquable, Brandy Perrine reste tournée vers l'avenir. Ses objectifs sont clairs : se qualifier pour les prochains Championnats du monde et les Jeux paralympiques de 2028. « Mon objectif est de remporter une médaille », affirme-t-elle, consciente d'être passée à plusieurs reprises tout près du podium.

Elle aspire également à bénéficier de meilleures conditions d'entraînement, avec un équipement adapté et un encadrement renforcé, afin de maximiser son potentiel. Au-delà de ses performances, Brandy Perrine porte un message fort. « Quelles que soient les difficultés, il faut croire en soi et rester motivé. La vie est un défi, mais rien n'est impossible », insiste-t-elle.



Zoli Disik : Le retour lumineux de Visham Ramdoo après la tempête

Après une période marquée par des épreuves personnelles et une longue absence médiatique, Visham Ramdoo effectue un retour remarqué avec Zoli Disik, un projet musical mêlant humour, authenticité et renaissance artistique. Porté par une nouvelle maturité et une volonté de reconstruction, Visham Ramdoo, aux côtés de la belle Amenia Quirin figure majeure du clip, transforme son parcours difficile en message d'espoir et de résilience.

Un retour artistique chargé de sens

Originaire de Forest-Side, Visham Ramdoo s'est fait connaître très jeune comme humoriste et imitateur. Grâce à son énergie scénique et son sens naturel du comique, il enchaînait les prestations lors de mariages, spectacles et événements privés. À seulement 21 ans, il connaît une ascension rapide et devient une figure appréciée du divertissement local.

Mais en 2020, en pleine pandémie de COVID-19, sa trajectoire prend un tournant inattendu. Une rencontre et une influence extérieure ouvrent une période difficile de sa vie personnelle. Ce qui commence comme une simple curiosité devient une spirale de dépendance. « *Mone tombe dan l'enfer la drogue* », confie-t-il aujourd'hui avec recul. Cette période marque le début d'une longue descente faite de perte de repères, d'isolement et de silence artistique.

Une période d'épreuves et de reconstruction

Les années qui suivent sont marquées par une absence de la scène et un combat personnel intense. Visham Ramdoo s'éloigne progressivement de son public et de son univers créatif. Cette phase difficile devient cependant un moment de réflexion profonde.

Visham Ramdoo évoque aujourd'hui une succession d'épreuves qui l'ont obligé à se remettre en question. Il reconnaît avoir tout perdu à certains moments de son parcours, mais insiste



« *Mo anvi rekonstrir mwa, rebran tou seki mo finn perdi* »

sur une chose : la volonté de se relever. Cette période devient, avec le recul, une étape déterminante dans sa construction personnelle.

Zoli Disik : un symbole de renaissance

C'est dans ce contexte que naît Zoli Disik, son nouveau projet musical. Le titre ne se limite pas à un simple retour artistique : il incarne une véritable renaissance. Fidèle à son identité, Visham Ramdoo y mêle humour, la langue créole et situations inspirées du quotidien.

« *Santé la koz bann ti zeness ki pou la premiere fois pe al koz ek enn tifi* », explique-t-il avec son sens de l'humour. Il précise toutefois : « *Sa santé la pa lor mwa. Pour mwa, se plis bann tifi ki vinn*

koz ar mwa », lance-t-il en souriant.

Une collaboration marquante avec Amenia Quirin

Dans le clip de Zoli Disik, Visham Ramdoo partage l'écran avec Amenia Quirin, danseuse, mannequin et actrice. Sa présence apporte une dimension visuelle forte au projet. Elle incarne le métissage et l'élégance, avec ses mouvements et son charisme naturel, que l'artiste n'hésite pas à saluer : « *Li represente bien Maurice, avec so cheveux boukile ek so presence* », affirme Visham Ramdoo.

« Mo l'intention c'est gagné disque de l'année »

Depuis sa sortie, Zoli Disik bénéficie d'un accueil favorable. Le morceau circule largement sur les réseaux sociaux et commence à trouver sa place sur les ondes des radios locales. Le public salue le retour de l'artiste, mais également la sincérité de sa démarche. « *Mo vremen reconessan pou support ki mo pe gagne depi dimounn* », confie-t-il.

L'artiste évoque également avec ambition son envie de viser le disque de l'année : « *mo l'intention c'est gagné disque de l'année* », ajoute-t-il avec optimisme.

Une nouvelle vision de la vie

Au-delà de la musique, Zoli Disik reflète une transformation personnelle. Visham Ramdoo affirme aujourd'hui adopter une approche plus mature de la vie. Sans détour, il reconnaît son passé, mais insiste sur sa motivation actuelle



: « *Mo anvi rekonstrir mwa, rebran tou seki mo finn perdi* ».

Visham Ramdoo souhaite également transmettre un message aux jeunes. Ayant lui-même traversé des difficultés liées à la drogue, il exprime le désir d'aider ceux qui vivent des situations similaires.

Interrogé sur son plus grand rêve, l'artiste répond sans hésitation : « *Mo gran rev se manz ar Michael Jackson* », l'icône mondiale qui a marqué l'histoire de la musique et de la performance scénique. L'histoire de Visham Ramdoo reste celle d'un artiste en transformation, qui tente de reconstruire son avenir à travers la musique, tout en portant un message d'espoir pour les autres.

DIMANCHE 03 AU 09 MAI 2026

Coprophagie : pourquoi votre chien mange des excréments... et comment y mettre fin

C'est un moment que redoute chaque propriétaire de chien. Une seconde d'inattention lors d'une promenade, et voilà votre compagnon à quatre pattes en train de mâchouiller quelque chose qu'il n'aurait clairement pas dû toucher. Oui, il s'agit bien de ce comportement dérangeant et incompréhensible à nos yeux : manger des excréments.

Ce phénomène porte un nom scientifique : la coprophagie. Et contrairement à ce que l'on pourrait croire, il est bien plus fréquent qu'on ne l'imagine. Surtout, il ne s'agit pas simplement d'un comportement « dégoûtant », mais souvent d'un signal que quelque chose mérite votre attention.

Un instinct hérité du passé

Chez les chiens, la perception des excréments est très différente de la nôtre. Là où l'humain voit un déchet à éviter, le chien peut y percevoir une source d'information, voire un potentiel apport nutritif. Dans la nature, les ancêtres des chiens consommaient parfois des excréments pour plusieurs raisons : éviter d'attirer les prédateurs en éliminant les odeurs, ou récupérer des nutriments encore présents dans des aliments mal digérés.

Même si nos chiens vivent aujourd'hui dans des environnements domestiques confortables, ces instincts ne disparaissent pas complètement. Ils peuvent ressurgir, en particulier chez les chiens ayant connu la rue, la négligence ou une alimentation irrégulière.

Un déséquilibre interne souvent en cause

Au-delà de l'instinct, les spécialistes s'accordent à dire que la coprophagie peut être liée à un déséquilibre digestif. Le système intestinal joue un rôle central dans la santé globale du chien, mais aussi dans son comportement.

Lorsque la flore intestinale est perturbée, le chien peut chercher instinctivement à compenser ce déséquilibre. Les excréments deviennent alors, pour lui, une tentative de rééquilibrage naturel, même si cela peut sembler surprenant. Une alimentation de mauvaise qual-



ité peut également accentuer ce phénomène. Si les nutriments ne sont pas correctement assimilés, les selles peuvent contenir des résidus encore « attractifs » pour le chien. En d'autres termes, ce qu'il rejette une première fois peut encore lui sembler intéressant.

Stress, ennui et comportement appris

La coprophagie n'est pas uniquement liée à des facteurs biologiques. Le comportement peut aussi être influencé par l'environnement et l'état émotionnel du chien.

Un chien stressé, anxieux ou qui manque de stimulation mentale peut développer des comportements inhabituels, dont celui-ci. L'ennui est un facteur clé : un chien qui ne se dépense pas suffisamment, physiquement ou mentalement, cherchera des activités... même les plus inattendues.

Il ne faut pas non plus négliger l'apprentissage. Certains chiens associent ce comportement à une réaction forte de leur maître. Même si cette réaction est négative (cris, agitation), elle reste une

forme d'attention. Résultat : le chien peut répéter l'action pour provoquer cette interaction.

Un problème désagréable... mais rarement grave

La bonne nouvelle, c'est que la coprophagie est généralement un problème qui peut être corrigé. Avec une approche adaptée, de la patience et de la cohérence, la plupart des chiens abandonnent cette habitude.

L'essentiel est d'en comprendre la cause. S'agit-il d'un problème alimentaire ? D'un manque de stimulation ? D'un trouble digestif ? Chaque situation nécessite une réponse adaptée.

Cinq solutions efficaces pour y remédier

1. Améliorer la santé digestive

Un système digestif équilibré est fondamental. L'ajout de probiotiques, de fibres et de nutriments essentiels peut aider à restaurer une flore intestinale saine. Cela réduit naturellement l'attrait pour les excréments.

2. Revoir l'alimentation

Opter pour une nourriture de qualité, riche en nutriments et bien assimilée, peut faire toute la différence. Une meilleure digestion signifie des selles moins « attractives ».

3. Éliminer rapidement les excréments

C'est une solution simple mais redoutablement efficace. Moins le chien a accès aux excréments, moins il aura l'occasion de développer ou renforcer ce comportement. Vigilance dans le jardin comme lors des promenades.

4. Stimuler le chien au quotidien

Un chien occupé est un chien équilibré. Jeux, exercices, promenades variées et jouets interactifs permettent de réduire l'ennui et donc les comportements indésirables.

5. Renforcer l'éducation

Apprendre et consolider un ordre comme « laisse » ou « non » est essentiel. Avec un entraînement régulier et positif, vous pouvez interrompre le comportement avant qu'il ne se produise.

Comprendre pour mieux agir

Aussi désagréable soit-il, ce comportement est rarement un mystère insoluble. Il s'agit souvent d'un indicateur, d'un message envoyé par le chien à son maître. Plutôt que de réagir avec dégoût ou frustration, il est plus utile d'adopter une approche compréhensive. Observer, ajuster et accompagner son chien permet non seulement de corriger ce comportement, mais aussi d'améliorer son bien-être global.



“Khalnayak Returns” : Sanjay Dutt ravive le mythe... mais divise déjà Bollywood

Près de trois décennies après le succès culte de Khalnayak, Sanjay Dutt s'apprête à reprendre son rôle emblématique de Ballu Balram dans Khalnayak Returns. Mais la révélation du premier aperçu du film, diffusée ce week-end, suscite déjà des réactions mitigées dans la sphère Bollywood.

Dans une vidéo d'un peu plus d'une minute, l'acteur apparaît dans une transformation marquée, rappelant fortement ses récents rôles sombres et imposants. Certains observateurs y voient un mélange d'influences entre ses performances dans KGF: Chapter 2 ou encore des tendances actuelles popularisées par Animal. Résultat : un style visuel

intense, mais qui donne une impression de déjà-vu.

Si Sanjay Dutt reste une figure incontournable lorsqu'il s'agit d'incarner des antagonistes charismatiques, ce retour soulève une question centrale : ce nouveau volet est-il réellement nécessaire ? Le film original de 1993 avait marqué toute une génération par son approche audacieuse de l'anti-héros, devenant une référence du cinéma indien.

Autre élément qui interpelle : la bande-son du teaser, qui évoquerait subtilement le célèbre titre Choli Ke Peeche, renforçant le lien avec le film original tout en tentant de jouer sur la nostalgie du public.



“Ek Din” : Aamir Khan passe le flambeau dans un moment chargé de symbole

Le nouveau film *Ek Din*, produit par Aamir Khan, s'apprête à vivre un moment chargé d'émotion. Sa première a eu lieu le 29 avril, une date loin d'être anodine puisqu'elle correspond à l'anniversaire de Qayamat Se Qayamat Tak, le film qui avait marqué les débuts de l'acteur dans l'industrie.

Porté par Junaid Khan et Sai Pallavi, *Ek Din* suscite déjà un intérêt croissant grâce à sa bande-annonce et à sa musique, qui circulent largement auprès des amateurs de Bollywood. Mais au-delà de l'attente autour du film, c'est surtout sa dimension symbolique qui attire l'attention.

En produisant ce projet sous la bannière Aamir Khan Produc-

tions, Aamir Khan accompagne les débuts au cinéma de son fils, dans un parallèle évident avec son propre lancement de carrière il y a plusieurs décennies. Ce choix de date donne ainsi une portée particulière à l'événement, souvent décrit comme un “moment de boucle bouclée”.

Selon des sources proches de l'industrie, cette stratégie vise à renforcer la charge émotionnelle autour du film tout en capitalisant sur l'héritage cinématographique de la famille Khan. Elle témoigne aussi d'une volonté de transmission entre générations dans une industrie où les dynasties artistiques occupent une place importante.



“SVC63” : Salman Khan prépare déjà le choc de l'Eid 2027



Le cinéma indien se prépare déjà à l'un des plus grands rendez-vous de 2027. Le film *SVC63*, porté par Salman Khan et Nayanthara, sortira officiellement à l'occasion de l'Eid, une période traditionnellement stratégique pour les blockbusters Bollywood.

Ce projet ambitieux marque le grand retour de Salman Khan sur une case festive qu'il domine depuis des années avec plusieurs succès majeurs. Pensé comme un divertissement à grande échelle, le film promet un mélange

spectaculaire d'action, d'émotion et de mise en scène grand public.

Produit par Dil Raju et réalisé par Vamshi Paidipally, *SVC63* réunit pour la première fois deux figures majeures du cinéma indien, suscitant une forte attente chez les fans. Cette collaboration entre Bollywood et le cinéma du Sud est perçue comme l'un des événements les plus excitants à venir.

Le tournage a officiellement débuté à Mumbai, marquant le lancement d'un projet présenté comme un “grand spectacle cinématographique”. Les premières images et annonces laissent entrevoir une production ambitieuse, conçue pour séduire un large public à l'échelle internationale.

Avec une sortie calée sur l'Eid 2027, *SVC63* s'annonce déjà comme un sérieux prétendant au box-office, dans la lignée des grandes fresques commerciales qui font la réputation de Salman Khan.

“Daadi Ki Shaadi” : une grand-mère, un mariage... et un chaos total annoncé

Le trailer de *Daadi Ki Shaadi* vient d'être dévoilé, et une chose est sûre : ce film ne ressemble à rien de conventionnel. Porté par Neetu Kapoor et Kapil Sharma, le long-métrage mise sur un concept aussi improbable que divertissant, mêlant humour, chaos familial et situations totalement inattendues.

Au cœur de l'histoire, une grand-mère décidée à se remarier, incarnée par Neetu Kapoor, se retrouve en compétition... avec son propre petit-gendre. Kapil Sharma joue en effet un futur marié qui doit littéralement

courir vers le mandap, dans une course improbable face à sa “daadi-in-law”. Une idée scénaristique décalée qui donne immédiatement le ton du film.

Le trailer, à la fois coloré et frénétique, présente une famille dysfonctionnelle où tout peut basculer à chaque instant. Dans ce joyeux désordre, Riddhima Kapoor Sahni fait une entrée remarquée dans le rôle de la tante (“Bua”), apportant une touche d'ironie et de caractère à cette dynamique familiale hors normes.

"Mother Mary" : un thriller psychologique stylisé autour d'une romance artistique troublante

Le nouveau film *Mother Mary*, réalisé par David Lowery, s'annonce comme une œuvre singulière mêlant drame, thriller et exploration psychologique. Produit dans l'univers du studio A24, le long-métrage met en scène une relation intense et déroutante entre une pop star et une créatrice de mode.

Porté par Anne Hathaway et Michaela Coel, le film explore une romance qualifiée de psychosexuelle, où désir, pouvoir et création artistique s'entremêlent dans une atmosphère particulière. L'histoire suit deux figures publiques confrontées à leurs propres

contradictions, entre image médiatique et vérité intime.

Le casting réunit également FKA twigs, Hunter Schafer et Sian Clifford, renforçant l'identité très contemporaine et artistique du projet.

Dans la lignée du style de David Lowery, *Mother Mary* joue sur une narration fragmentée et une esthétique travaillée, où la musique, la mode et l'identité publique deviennent des éléments centraux du récit. Le film s'inscrit dans une approche typique du studio A24, connu pour ses œuvres audacieuses et atypiques.



"Supergirl" : un test important pour le nouveau DC Universe au box-office



Le prochain film *Supergirl*, porté par Milly Alcock, s'apprête à marquer une étape importante pour la nouvelle stratégie du studio DC Studios. Ce long-métrage, intégré au chapitre *Gods and Monsters*, sera le deuxième projet du nouvel univers cinématographique supervisé par James Gunn et Peter Safran. Après le succès récent de *Superman*, le studio espère confirmer son redressement avec cette nouvelle production. Le film met également en avant un casting élargi comprenant notamment Jason Momoa, qui revient dans un nouveau rôle après avoir incarné Aquaman dans l'ancien univers DC, ainsi que Matthias Schoenaerts, Eve Ridley, David Krumholtz et Emily Beecham.

Le précédent film majeur du studio, *Superman*, avait réalisé un démarrage estimé à environ 125 millions de dollars en Amérique du Nord, établissant une nouvelle référence interne pour cette nouvelle ère. À l'inverse, d'autres productions récentes ont enregistré des performances plus modestes, illustrant les difficultés du genre à maintenir une dynamique constante. *Supergirl* apparaît donc comme un véritable test de solidité pour le nouveau DC Universe. Son résultat au box-office sera déterminant pour mesurer l'adhésion du public à cette nouvelle direction créative et à la vision portée par DC Studios.

"Hoppers" : le film d'animation Pixar bientôt disponible en digital après un succès mondial

Le film d'animation de science-fiction *Hoppers*, produit par Pixar Animation Studios, poursuit son très bon parcours après sa sortie en salles le 6 mars 2026. Salué par la critique, il affiche des scores particulièrement élevés avec 94 % d'avis positifs du côté des critiques et 93 % chez le public.

Le long-métrage a également rencontré un succès commercial notable, avec environ 367,9 millions de dollars de recettes mondiales à ce jour, selon les estimations du box-office. Ce résultat place *Hoppers* parmi les performances les plus solides de l'année 2026 dans le secteur de

l'animation.

Réalisé avec un budget estimé à 150 millions de dollars, le film se rapproche désormais de son seuil de rentabilité, fixé autour de 375 millions de dollars. Il ne lui manquerait donc qu'une petite marge de progression pour atteindre cet objectif financier.

Bonne nouvelle pour ceux qui n'ont pas pu le voir en salle : *Hoppers* s'apprête à arriver en sortie numérique. Le film sera bientôt disponible en location et en streaming aux États-Unis sur les principales plateformes de vidéo à la demande, permettant au public de le découvrir depuis chez lui.



"The Mummy" : un démarrage calme en salles

Le film d'horreur *The Mummy*, réalisé par Lee Cronin, poursuit une exploitation en salles relativement calme, avec des performances jugées stables mais sans véritable élan commercial.

Après six jours d'exploitation, le long-métrage a atteint environ 17,1 millions de dollars au box-office. Malgré une présence constante dans le classement quotidien, le film a enregistré un recul notable de fréquentation, avec une baisse estimée à plus de 40 % lors d'une journée récente.

Les chiffres montrent également une progression modérée : la production a franchi un seuil inférieur au million de dollars sur une journée en milieu de semaine, confirmant un ralentissement de sa dynamique après son lancement.

Dans ce contexte, *The Mummy* s'approche néanmoins d'un objectif symbolique : dépasser les per-



formances domestiques de *28 Years Later: The Bone Temple*.

Ce dernier, bien que bénéficiant d'une réception critique correcte, n'avait pas réussi à transformer son potentiel en succès commercial majeur, avec environ 25,1 millions de dollars récoltés.

35e journée de Premier League

Liverpool en enfer

Le temps va s'arrêter en ce dimanche 3 mai à Maurice à 18h30. Manchester United reçoit Liverpool FC à Old Trafford dans un derby qui s'annonce électrique. Les deux équipes se disputent une place qualificative directe à la Ligue des champions la saison prochaine, mais l'enjeu principal reste l'honneur.

L'honneur, c'est tout ce qui reste à se disputer entre ces deux équipes après une saison diamétralement opposée. Manchester United a changé de manager en cours de route et a effectué une remontée spectaculaire au classement, s'offrant le scalpe de toutes les grosses cylindrées, et se retrouve désormais en pole position pour renouer avec le football européen la saison prochaine. Par contre, Liverpool a connu une saison à mettre aux oubliettes, avec une défense de titre catastrophique, une cascade de blessures et des légendes qui ont annoncé leur départ à la fin de la saison.

La méthode Carrick

Michael Carrick s'est vite mis le public mancunien dans la poche avec des victoires de prestige contre Manchester City et Arsenal FC, et pas des moindres. Depuis, Manchester United carbure à plein régime, avec 29 points pris, soit le meilleur total en championnat sur la période. Avec ses 9 victoires en 13 matches, Carrick fait déjà mieux que Amorim et aligne un onze de départ nettement plus rassurant, et les résultats suivent. Les Red Devils jouent mieux avec Mainoo, et Bruno Fernandes affiche une forme olympique. Le Portugais en est à 19 passes décisives et il ne lui en manque plus qu'une pour égaler le record établi par Thierry Henry lors de la saison 2002/03 et Kevin De Bruyne lors de la saison 2019/20.

Slot out

Si l'avenir de Michael Carrick n'est toujours pas assuré sur le banc de United, celui de Arne Slot l'est encore moins à Anfield. Le technicien néerlandais, qui a pourtant hérité d'une machine et a remporté la Premier League, a en une saison fait de cette équipe l'une des plus décevantes depuis 2015. Liverpool reste actuellement sur une série de trois



victoires d'affilée, et il faut remonter au début de saison et aux cinq victoires consécutives pour voir mieux.

Avec les départs annoncés de Mohamed Salah et Andrew Robertson, et si les rumeurs de départ de Alisson Becker se confirment, c'est une page qui se tourne. Les fans ne portent plus Arne Slot dans leur cœur, et ce dernier sera plus que jamais sous pression ce soir.

Fortunes diverses

Trois points seulement séparent les deux clubs, et pourtant le public d'Old Trafford souhaite que Carrick rempile tandis que celui d'Anfield réclame la tête de Slot. Pourtant, Liverpool avait remporté son dernier déplacement à Old Trafford 3-0. En cas de victoire ce soir, Slot deviendrait le premier manager à réaliser un doublé consécutif face à United.

Manchester United vise un doublé sur l'ennemi juré, ce qui ne s'est plus produit depuis la saison 2015/2016. Toutefois, les Red Devils n'ont remporté que 3 de leurs 19 dernières confrontations, tandis que Liverpool a gagné 3 de ses 5 derniers déplacements à Old Trafford. Les données ne sont toutefois plus les mêmes que lors des saisons précédentes.

Revanche ou punition ?

Le football pratiqué par Manchester United s'apparente par moments à

celui de l'ère Ferguson, avec des phases où l'équipe subit la pression avant de frapper en contre avec des ballons rapides sur les côtés. Si la victoire n'est pas acquise dans les dix dernières minutes, le but adverse est assiégé jusqu'à ce que

les filets tremblent.

Liverpool, pour sa part, propose toujours un jeu de possession à la Slot, avec moins de pression sur le porteur du ballon, une défense en zone et très peu de solutions face à un bloc bas. Les occasions viennent souvent sur coups de pied arrêtés. Si les Reds ne parviennent pas à museler Bruno Fernandes pendant 90 minutes, Manchester United pourrait infliger une lourde sanction.

Pour l'honneur

Liverpool alignera probablement son gardien numéro 3 Woodman et sera sans doute toujours privé de Mohamed Salah, qui manquera ainsi une dernière sortie à Old Trafford, lui qui adore marquer sur ce terrain. Arne Slot pourra toutefois compter sur Alexander Isak, qui espère marquer lors d'un deuxième match consécutif pour la première fois depuis son arrivée à Liverpool. Le

Suédois connaît bien Old Trafford, lui qui y a marqué pour Newcastle lors d'une victoire 2-0 en 2024.

Manchester United, de son côté, misera sur la grande forme de Bruno Fernandes pour porter les Mancuniens vers une troisième victoire consécutive, et les trois points nécessaires pour confirmer, une bonne fois pour toutes, le retour des Red Devils au premier plan du football européen.



Ligue des champions

Guerre des étoiles : acte 2

Le match aller entre le Paris St Germain et le Bayern de Munich a tenu toutes ses promesses, voire même, a dépassé toutes les espérances avec une vraie démonstration du football total des deux côtés. Paris a un but d'avance mais une avance qui compte pour du beurre quand on connaît le potentiel bavarois.

9 buts ! Un record pour un match aller de la ligue des champions à ce stade de la compétition. Dans un scénario rocambolesque, le Paris St Germain et le Bayern de Munich ont donné un récital du football total, un football d'attaque qu'on a longtemps demandé et qui manquait à la plus prestigieuse des compétitions européennes, voire du monde. Paris, mené par Kvaratskhelia et Dembélé, pensait avoir fait le plus dur avec une avance de 3 buts mais le Bayern de Munich a démontré qu'il dispose lui aussi d'un arsenal offensif de grande classe et a failli arracher un nul 5-5 inédit.

Attaques de feu

Kompany sait que son équipe est toujours dans le coup et Luis Enrique aussi le sait et il ne faut pas être surpris que le match retour nous propose le même football et le même score ! Les défenses étaient loin d'être aux abois mais la qualité des frappes n'ont laissé que très peu de chance aux deux gardiens, à l'image de Neuer qui a encaissé 5 buts sur 5 tirs cadrés et c'étaient des tirs quasi imparables. Paris pourrait être privé de Hakimi, blessé, mais de toute façon Luis Enrique devra s'appliquer pour fermer les côtés à Diaz et Olise, tâche ardue quand on connaît la qualité de ces deux joueurs.

Avantage Bayern

La meilleure solution demeure l'attaque et marquer plus de buts que l'adversaire. Si le score donne un léger avantage à Paris, les statistiques démontrent que le Bayern de Munich avait une meilleure possession du ballon et s'est créé plus d'occasions et a produit plus de tirs cadrés. Désormais sur leur terrain, les Bavarois auront à cœur de marquer tôt dans le match et prendre une avance et ainsi améliorer leur record de victoire à la maison avec une seule défaite à l'Allianz Arena cette saison en championnat face à Augsburg et un nul face à Mainz.



Arsenal y croit

Le duel entre l'Atletico Madrid et Arsenal a lui aussi tenu ses promesses sauf que ces promesses étaient extrêmement tactiques et ont fermé au maximum les compteurs buts. Du coup les deux équipes se sont séparées sur un score de parité un but partout. Même s'il y a eu beaucoup de tirs, très peu étaient cadrés, ce qui laisse présager un match retour encore plus tactique avec deux équipes qui courent après leur première coupe aux grandes oreilles de leur histoire.

Mikel Arteta et Diego Simeone miseront beaucoup sur leur défense, à l'opposé extrême de l'autre demi-finale où tout repose sur l'attaque.

Une équipe anglaise dans chaque finale

Si les fans de Premier League croisent les doigts pour qu'il y ait un représentant en finale de la ligue des champions, en Europa League c'est garanti qu'il y en aura un. Nottingham Forest affrontait Aston Villa pour le compte de la demi finale aller et s'est imposé un but à zéro, sur un penalty converti par Chris Wood. Le match était très équilibré et s'annonce indécis pour le match retour jeudi. Forest lutte toujours pour le maintien en championnat tandis qu'Aston Villa doit s'assurer d'une place qualificative directe à la ligue des champions la saison prochaine.

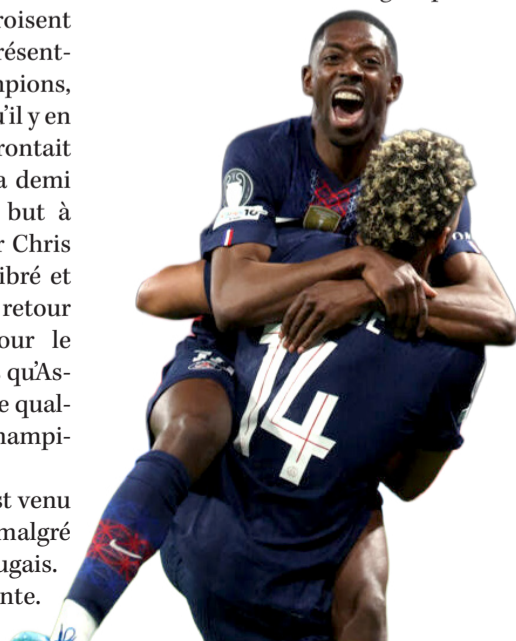
Dans l'autre demi finale, Braga est venu à bout de Freiburg 2 buts à un malgré une nette domination des Portugais. La joute retour s'annonce palpitante.



La Premier League en star

Pendant ce temps, une autre équipe anglaise s'est illustrée en Conference League cette fois. Crystal Palace a étrillé le Shakhtar Donetsk sur son terrain 3 buts à un, œuvre de Sarr, Kamada et Strand Larsen. Les Eagles prennent

ainsi une sérieuse option pour une place en finale de Conference League pour y affronter soit le Rayo Vallecano ou Strasbourg. Il y a donc toujours la possibilité d'avoir une équipe de Premier League dans chaque finale européenne cette saison, ce qui serait inédit et établirait pour de bon le championnat anglais comme le meilleur championnat du monde.



Arsenal maintient le tempo et creuse l'écart en tête

La course au titre prend une tournure de plus en plus passionnante en Premier League. Leader déterminé, Arsenal a frappé un grand coup en s'imposant avec autorité (3-0) face à Fulham à l'Emirates Stadium. Une victoire nette qui permet aux Gunners de compter désormais six points d'avance sur Manchester City, même si les hommes de Pep Guardiola disposent encore de deux matches en retard.

Dès l'entame, Arsenal a imposé son rythme avec une maîtrise technique et une intensité impressionnante. Le duo Bukayo Saka - Viktor Gyokeres s'est montré décisif. De retour dans le onze de départ, Saka a parfaitement lancé Gyokeres pour l'ouverture du score. Quelques minutes plus tard, les rôles s'inversaient, Saka concluant avec sang-froid au premier poteau. Avant la pause, Gyokeres s'est offert un doublé de la tête, scellant quasiment le sort de la rencontre. Solides et sereins, les Gunners ont ensuite géré la seconde période sans jamais être inquiétés, confirmant leur statut de sérieux prétendants au titre.

Leeds fait un pas décisif vers le maintien

Pendant ce temps, dans la lutte pour le maintien, Leeds United a réalisé une opération capitale en battant Burnley (3-1). Les hommes de Daniel Farke



atteignent désormais les 43 points, un total historiquement suffisant pour se maintenir en Premier League.

Leeds a pris les devants très tôt grâce à une frappe splendide d'Anton Stach, profitant d'un espace laissé par la défense adverse. Burnley a peiné à réagir, ne cadrant sa première véritable tentative qu'en fin de première période. Au retour des vestiaires, Leeds a accéléré avec deux buts coup sur coup : Noah Okafor a conclu une belle action collective, avant que Dominic Calvert-Lewin ne profite d'un ballon repoussé pour alourdir le score. Loum Tchaouna a réduit l'écart pour Burnley, mais cela n'a pas suffi à inverser la tendance. Avec cette nouvelle défaite, la 23e de la saison, Burnley reste englué dans la zone rouge.

Brentford s'invite dans le top 6, West Ham sous pression

Dans la course aux places européennes, Brentford a signé une performance marquante en s'imposant 3-0 contre West Ham United. Le match a pourtant démarré sur un rythme équilibré, mais un but contre son camp de Konstantinos Mavropanos a donné l'avantage aux Bees. West Ham a tenté de réagir, se procurant plusieurs occasions et touchant les montants, mais sans réussite. En seconde période, Brentford a fait preuve de réalisme. Igor Thiago a transformé un penalty après une faute sur Dango Ouattara, avant que Mikkel Damsgaard ne scelle dé-

finitivement le score en fin de match. Cette victoire propulse Brentford dans le top 6, tandis que West Ham reste sous pression, à seulement quelques points de la relégation.

Newcastle se relance, Brighton freiné

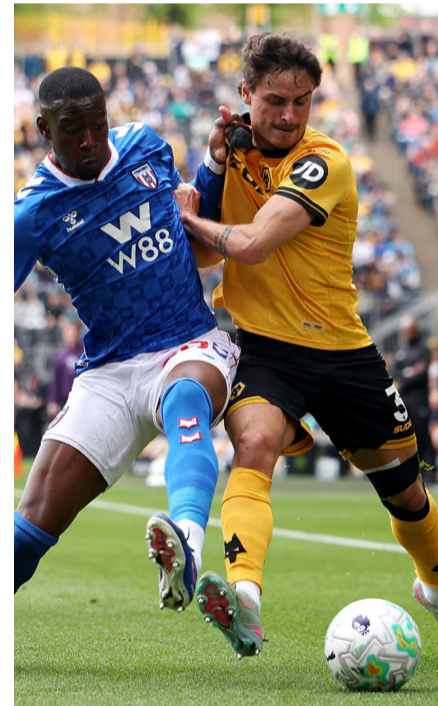
Même constat mitigé pour Brighton & Hove Albion, battu 3-1 par Newcastle United. Les Magpies mettent fin à une série de quatre défaites consécutives grâce à une prestation solide. Profitant d'une erreur du gardien Bart Verbruggen, William Osula a ouvert le score, avant que Dan Burn ne double la mise de la tête sur corner.

Brighton a tenté de revenir dans le match après la pause grâce à Jack Hinshelwood, mais ses efforts ont été réduits à néant en toute fin de rencontre lorsque Harvey Barnes a inscrit le troisième but. Ce succès permet à Newcastle de respirer au classement,

tandis que Brighton voit ses ambitions européennes fragilisées.

Sunderland freiné, Wolves gardent espoir

Enfin, Sunderland a laissé échapper une occasion de se rapprocher du top 6 en concédant un match nul (1-1) face à Wolverhampton Wanderers. Pourtant bien entrés dans la rencontre avec un but de Nordi Mukiele sur corner, les Black Cats ont été pénalisés par l'expulsion de Dan Ballard pour tirage de cheveux, une décision prise après intervention de la VAR.



Réduits à dix, les joueurs de Sunderland ont subi la pression constante des Wolves, qui ont fini par égaliser grâce à une tête de Santiago Bueno. Malgré quelques occasions en fin de match, aucune des deux équipes n'a réussi à faire la différence. Sunderland reste ainsi dans le ventre mou du classement, tandis que Wolverhampton garde un mince espoir de maintien.

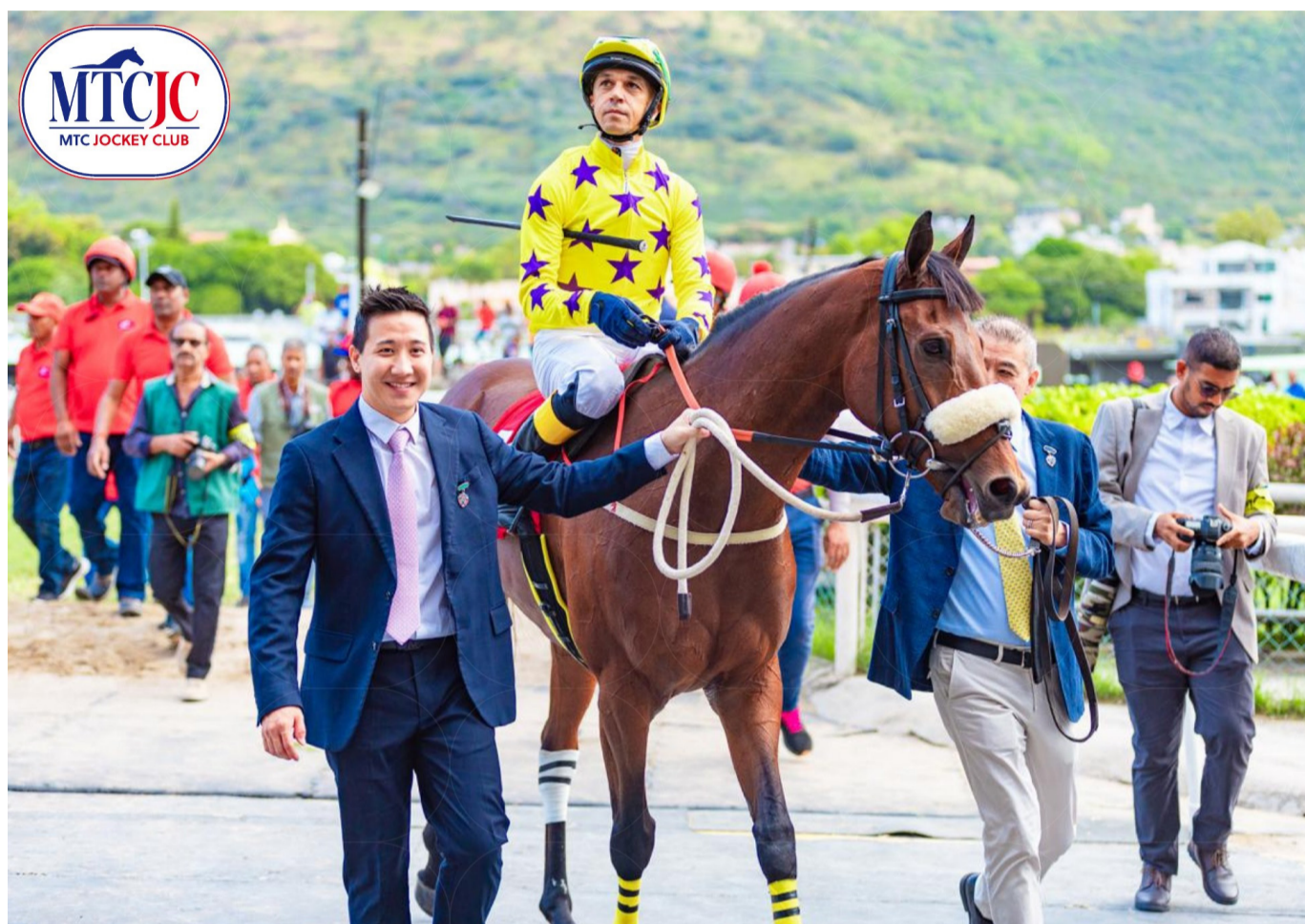
À quelques journées de la fin, chaque résultat pèse lourd. Arsenal prend une option sérieuse dans la course au titre, Leeds se rapproche du maintien, Brentford rêve d'Europe et la lutte pour éviter la relégation reste plus intense que jamais. La Premier League confirme, une fois de plus, son statut de championnat le plus imprévisible et spectaculaire du monde.



DIMANCHE 03 AU 09 MAI 2026

Danielson en feu, Gujadhur impérial : Xavion relance Foo Kune dans la grande course

La deuxième journée de la saison hippique 2026, disputée ce samedi 2 mai au Champ de Mars, s'est articulée autour d'un chiffre et d'un homme : quatre. Quatre victoires pour l'écurie Gujadhur, quatre succès pour Raymond Danielson, auteur d'une prestation magistrale qui répond aux attentes nées une semaine plus tôt. Après une entame jugée en deçà par les observateurs, le jockey a répliqué de la plus éclatante des manières, signant un véritable festival. En parallèle, l'écurie Paul Foo Kune a remis les pendules à l'heure en s'adjugeant l'épreuve principale grâce à un Xavion impérial.



Crédit photo: MTCJC

Diamond Days lance l'offensive

Dès l'ouverture, le ton est donné. Nouveau venu très attendu, Diamond Days n'a pas manqué ses débuts. Ce fils de Rafeef et Dalley s'est imposé avec une facilité déconcertante sous la monte de Raymond Danielson.

Dans le sillage de Holy Star, animateur de l'épreuve, il a changé de vitesse au moment opportun pour se détacher irrésistiblement et franchir le poteau en 56.34 secondes. Holy Star a conservé la deuxième place devant Nordic Prince, tandis que Blown Away complétait l'arrivée.

The Centurion confirme la dynamique

La confirmation ne s'est pas fait attendre dans la course suivante avec le succès de The Centurion. Lui aussi très remarqué à l'entraînement, ce bai foncé a validé les espoirs placés en lui en dominant courageusement Bugle Boy à l'issue d'une vive lutte.

Idéalement placé à l'extérieur, il a produit une accélération tranchante pour faire la différence dans la phase finale. Trick Or Tequila a complété le podium devant Lava Burst, dans un temps de 1m28.76s.

Warbird et Superior Force au rendez-vous

Entre ces deux succès, Warbird a tenu son rang de favorite dans la troisième épreuve. La jument de l'écurie Jevin Awotar, parfaitement positionnée derrière Zooberi, a placé une accélération incisive à l'entrée de la ligne droite sous la monte de Grant Van Niekerk pour s'imposer nettement en 1m29.03s. High Key et Zooberi complètent le podium.

Dans la quatrième course, Superior Force a confirmé la solidité des favoris. Le représentant de l'écurie Paul Foo Kune, monté par Ivaldo Santana, s'est

imposé sans être pleinement sollicité après avoir lancé son effort à 400 mètres du but. Wugug a bien terminé pour prendre la deuxième place devant Sea Dance et Iditarod Trail. Le chrono s'est arrêté à 1m26.14s.

Crescent, la classe et la constance

L'écurie Gujadhur a poursuivi son entreprise dans la cinquième épreuve avec Crescent. Véritable spécialiste du 1 365 mètres, ce fils de Legislate a enregistré une sixième victoire en carrière, dont une cinquième consécutive sur ce parcours.





Malgré un parcours en épaisseur, il a fait preuve de maîtrise et de sang-froid pour répondre à l'attaque de Captain Mike dans la ligne droite, avant de s'imposer avec autorité en 1m21.84s. Captain Cola et Just Var ont complété l'arrivée.

Xavion relance Foo Kune dans la grande course

Temps fort de la réunion, la Noble Salute – Soho Benevolent Cup a permis à l'écurie Paul Foo Kune de prendre une revanche symbolique après être passée à côté de la Duchesse lors de la première journée.

Sous la monte inspirée d'Ivaldo Santana, Xavion a adopté une tactique offensive en prenant rapidement les commandes. Parfaitement maître du rythme, il a contrôlé l'épreuve de bout en bout avant de repousser les attaques dans la ligne droite finale pour s'imposer en 1m21.48s. Tamarisk Tree, pour ses débuts, a laissé entrevoir un potentiel certain en terminant deuxième devant Port Louis et Bless My Path, tandis que



Formagear a déçu.

Zoomie scelle le "4 sur 4" de Danielson

La démonstration de Raymond Danielson s'est achevée dans la septième course avec la victoire de Zoomie,

scellant un remarquable "4 sur 4". Positionné en embuscade derrière un train soutenu imposé par Daring Dash, il a été lancé en pleine piste dans la ligne droite et a produit une accélération décisive pour s'imposer en 1m23.82s devant Betathantherest et Solomons Seal.

Ce succès vient couronner une journée exceptionnelle pour le jockey, qui efface d'un trait les critiques émises à son encontre une semaine plus tôt.

Cider House Rules conclut en beauté

La réunion s'est terminée sur une note positive pour l'écurie Preetam Daby grâce à la victoire de Cider House Rules. Bien parti, puis relayé en tête par Cliff Swallow, il est revenu progressivement dans la ligne droite pour prendre l'ascendant dans les derniers mètres sous la conduite assurée de Louis Corrales. Cybotix a pris la troisième place devant Amancio, dans une épreuve bouclée en 1m22.61s.

Au terme de cette journée, une évidence s'impose : portée par un Raymond Danielson retrouvé et irrésistible, l'écurie Gujadhur a frappé un grand coup avec un quadruplé de référence. En réponse, Paul Foo Kune a rappelé son statut en s'adjugeant la grande course grâce à Xavion.

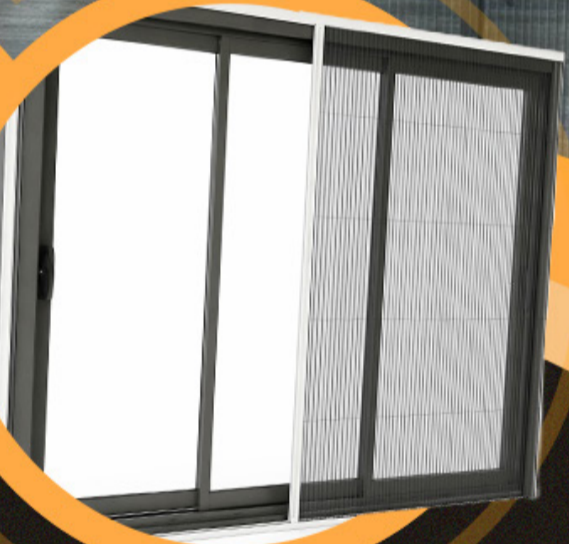


Winpro

Windows Professional
Limited

Expert in:

- SLIDING WINDOWS
- SLIDING DOORS
- SWING & HINGE DOORS
- MESH SCREEN SOLUTIONS
- WALL CURTAINS
- STAINLESS RAILINGS



FOR INQUIRIES CALL US:

+230 260 1111



1 CONCORDE AVENUE,
LA TOUR KOENIG,
PORT LOUIS

WE ARE ALWAYS AT YOUR SERVICE

DIMANCHE 03 AU 09 MAI 2026



As from
Rs 5 M

Discover Modern Living *Redefined*

- ✓ Prime Location
- ✓ Premium finishes
- ✓ Stunning Views

Own your *dream*
home today



5982 3939